

QUELQUES DONNEES SUR LE QUEBEC  
DOCUMENT POUR LE PROGRAMME  
DE FORMATION DES INGENIEURS JUNIORS  
AU MINISTERE DES TRANSPORTS

CANQ  
TR  
BSM  
145

467518

QUELQUES DONNEES  
SUR LE QUEBEC.

DOCUMENT POUR LE PROGRAMME  
DE FORMATION DES INGENIEURS JUNIORS  
AU MINISTERE DES TRANSPORTS.

MINISTÈRE DES TRANSPORTS  
CENTRE DE DOCUMENTATION  
700, BOUL. RENÉ-LÉVESQUE EST,  
21<sup>e</sup> ÉTAGE  
QUÉBEC (QUÉBEC) - CANADA  
G1R 5H1

Juillet 1975

Préparé par:

Albert Turgeon, Ing., M.A.P.,  
Service des Relations Extrami-  
nistérielles.

CANQ  
TR  
BSM  
145

## CONTENU DU DOCUMENT

### Avant-propos

#### 1.0 LA SITUATION DU QUEBEC.

- 1.1 Québec dans le nord-est américain.
- 1.2 Québec dans le Canada.
- 1.3 Etendue et population.
- 1.4 Position économique relative.
- 1.5 Les deux Québec et les régions.
- 1.6 Développement économique régional.

#### 2.0 LES INSTITUTIONS POLITIQUES DU QUEBEC.

- 2.1 La fonction législative.
- 2.2 La fonction exécutive.
- 2.3 La fonction judiciaire.
- 2.4 La fonction administrative.

#### 3.0 L'ADMINISTRATION PUBLIQUE QUEBÉCOISE.

- 3.1 Les organismes centraux.
- 3.2 Les ministères d'organismes.
- 3.3 Le ministère des Transports.

#### 4.0 En guise de conclusion.

## ANNEXES

- #1- Données démographiques sur le Québec.
- #2- Données économiques sur le Québec.
- #3- Conclusion du texte d'Albert Juneau: "Les disparités régionales au Québec: étude des grandes variables économiques;"
- #4- Articles de la revue "Commerce, Le Point 74-75" sur les régions.
- #5- Organigramme du Québec.
- #6- Budget du Québec 75-76.

## AVANT-PROPOS

L'évolution progressive qui se manifeste de façon générale tant du point de vue technique, économique que social entraîne l'Etat à jouer un rôle de plus en plus prépondérant au Québec. Par contre, en voulant offrir davantage l'Etat requiert plus de ressources financières, matérielles et humaines. La production de services quasi illimités d'un côté avec des ressources limitées de l'autre situe bien le dilemme de l'action gouvernementale. Le Québec y fait face en rationalisant davantage les choix budgétaires et en améliorant les procédés de gestion.

En constituant un élément de l'appareil gouvernemental, le ministère des Transports connaît l'accroissement comme les autres secteurs, mais le dynamisme qui l'anime démontre qu'il veut prendre charge des éléments de son secteur, qui subissent l'expansion. C'est pourquoi, encore cette année, il se prépare à accueillir des gradués d'universités. La direction du personnel, préoccupée par l'efficacité et la compétence des individus, a préparé un programme de formation pour les ingénieurs. Ce document constitue un élé-

ment de ce programme. L'objectif consiste à présenter le Québec du point de vue géographique, démographique, économique et politique afin de procurer à chacun une connaissance générale de base. Afin d'atteindre ce but les pages qui suivent synthétisent les principales données sur le Québec. Cette synthèse vise aussi à vous sensibiliser à l'environnement des Transports.

Il est souhaité que ce document vous fasse mieux comprendre votre rôle et votre contribution dans les extrants de l'action gouvernementale d'abord et plus particulièrement au sein du ministère des Transports du Québec.

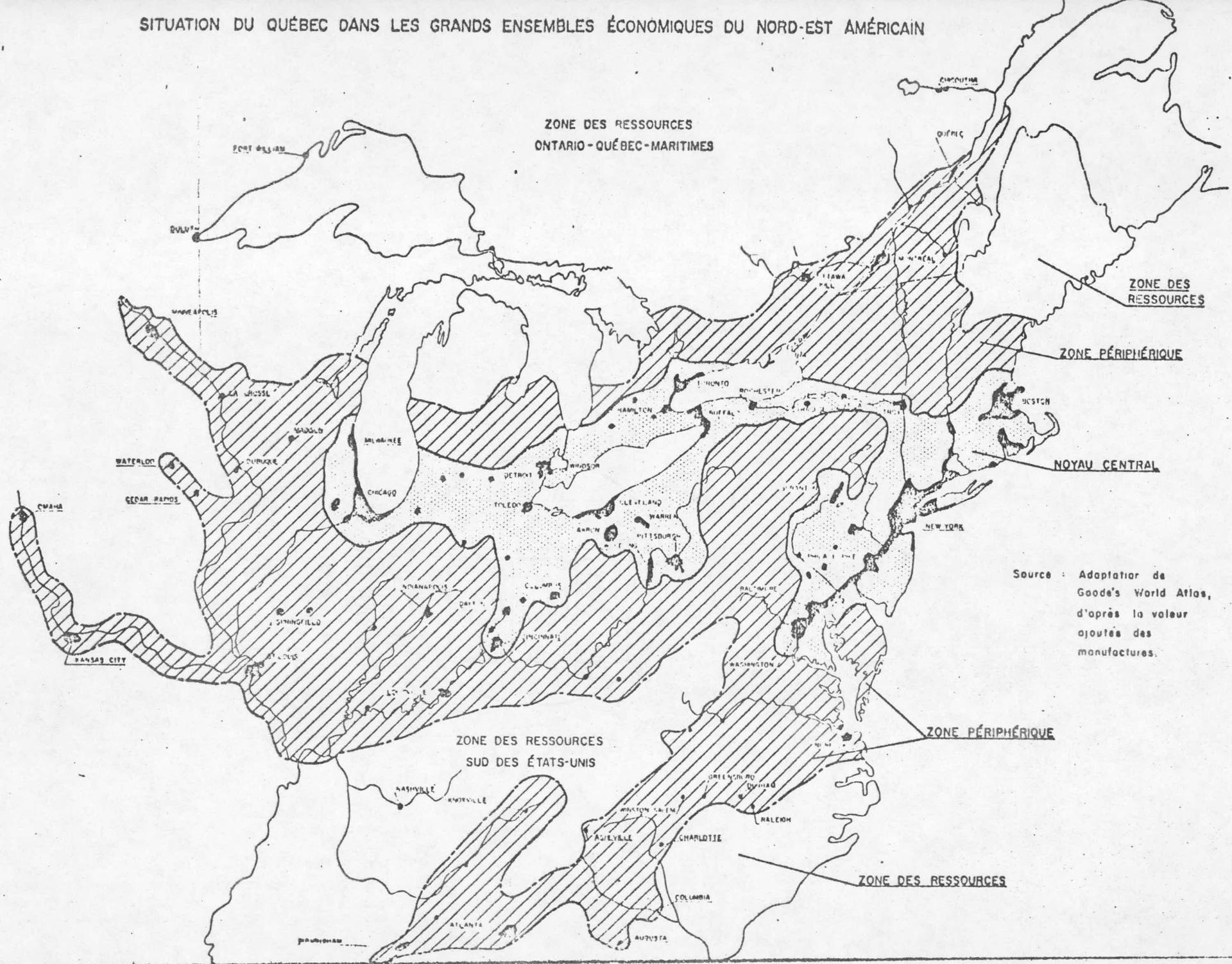
## 1.0 LA SITUATION DU QUEBEC

### 1.1 Québec dans le nord-est américain.

Dans le but de saisir toute la dimension du Québec regardons d'abord son environnement. Un examen visuel d'une carte (1) de l'Amérique du Nord révèle rapidement que le Québec se situe dans le quadrant supérieur droit du contexte nord-est américain, ce qui met en relief son excentricité comme une des provinces de l'est du Canada. De cette position géographique le Québec hérite de certaines lacunes dont le climat et le commerce. Il découle de cette situation que le Québec est dans une position moins avantageuse par rapport à d'autres constituantes de l'ensemble nord-est américain. Afin d'évaluer un peu la répercussion de ces conditions il suffit de penser à la végétation qui n'est de trois mois et l'augmentation des coûts de production dû à l'hiver et aussi à l'influence de la fermeture de la voie maritime du St-Laurent. En effet pendant quelques mois le transport maritime cesse de jouer son rôle névralgique dans l'économie du Québec et cela revêt toute son importance étant donné que le Québec exporte au delà de

-----  
(1) Voir carte de la page suivante.

SITUATION DU QUÉBEC DANS LES GRANDS ENSEMBLES ÉCONOMIQUES DU NORD-EST AMÉRICAIN



Source : Adaptation de Goode's World Atlas, d'après la valeur ajoutée des manufactures.

30% de sa production totale et que ceci s'effectue presque totalement par bateau.

La contre partie de cette situation difficile c'est que le territoire du Québec renferme de nombreuses et importantes richesses naturelles de qualité, telles que: mines, forêts, ressources hydrauliques, etc. Le Québec doit tenir compte de la situation afin de les mettre en valeur. Avec la venue des super-bateaux le Québec offre des avantages pour servir de liaison entre l'Europe et le nord-est américain.

Comment se comporte le développement industriel dans ce contexte? On peut dire qu'il est plus lent au Québec mais il semble que l'excentricité ne soit pas la seule cause du manque d'influence du dynamisme industriel intense généré par le noyau New-York, Pittsburg, Chicago, Détroit, etc. Il semble que l'Ontario a tiré partie de sa situation limitrophe pour faire de Windsor, Hamilton, Toronto une zone industrielle assez intense. Toutefois ce développement a été davantage possible par une politique douanière appropriée (1); ce qui a provoqué l'émergence de plusieurs filiales de compagnies américaines en territoire ontarien, donc à proximité du noyau d'influence.

A la limite on peut dire que Montréal a subit un peu

(1) L'aménagement du territoire et le développement économique; l'OPDQ.; 1974; p. 24.

3/...

peu l'influence de cette gravitation industrielle et que le reste du Québec est laissé pour compte et ne subit que des influences ponctuelles. En résumé on peut dire que le Québec est au nord-est américain ce que la Gaspésie et le nord-ouest québécois sont au Québec.

## 1.2 Québec dans le Canada.

Nous tenterons maintenant de cerner l'approche du Québec en focussant notre vue le Canada. Afin de situer le Québec dans le pays par rapport aux autres provinces, il faut nécessairement tenir compte de l'histoire et de la culture qui ont modelé le Québec. Cette vision canadienne a été très bien définie par Louis E. Hamelin dans l'annuaire du Québec 73, p. 2:

"Environ un siècle avant la Confédération, le Québec était déjà désigné par le qualificatif maintenant moins populaire de "Province". En plus d'être la plus ancienne, elle est également la plus étendue, la plus nordique et culturellement, la plus dissemblable des dix provinces canadiennes. Elle constitue, avec l'Ontario, la seule autre unité politique majeure et elle représente environ le quart de la population du Canada. Etant avec sa voisine Terre-Neuve la première région à avoir été l'objet d'aventures coloniales, le Québec, par exemple à la Place Royale, rappelle un peu l'Europe. Parmi les multiples faciès de la canadianité, celui de la majorité française du Québec apparaît comme le plus clairement défini."

Le Québec d'aujourd'hui vient de l'assemblage de deux éléments principaux dont la synthèse reste à faire. Ces deux thèmes sont la situation nord-américaine telle que décrite précédemment et le faciès francophone.

On pourrait disserter longtemps la-dessus mais il vaut mieux être un peu plus pratique et regarder quelques chiffres qui démontrent mieux que des mots la situation relative du Québec dans le Canada.

### 1.3 Etendue et population.

En regardant le tableau de la page suivante on réalise, si ce n'est déjà fait, que la province de Québec est la plus étendue avec ses 636 mille milles carrées et qu'elle couvre un peu plus du sixième de la superficie du Canada. Cependant de ce vaste territoire il n'y en a très peu (3.2% ou 17,000 milles carrées) (1) qui est propice à l'agriculture qui comprend la plaine du St-Laurent et quelques autres plateaux tel le Saguenay-Lac St-Jean et le nord-ouest. Il faut donc protégé ces espaces agricoles si on désire s'alimenter chez-nous, ceci est d'autant plus important que seulement 8% de la superficie du globe sert à nourrir la population de la planète, n'ya-t-il pas là matière à réflexion avant d'engager le développement urbain?

Du point de vue de la population, le Québec compte plus de 6 millions d'habitants soit près du quart de la population du Canada. Pour le lecteur avide de statistiques on le renvoie à l'annexe #1, lequel donne plusieurs comparaisons. Il est intéressant d'attirer l'attention des lecteurs sur la pyramide des âges (p.185) où l'on voit très bien l'influence de la guerre. 39-45.

-----  
(1) L'aménagement du territoire; op.cit.; p.30.

#### 1.4 Position économique relative.

Pour compléter cette situation relative du Québec dans le Canada, nous allons examiner quelques critères économiques qui constituent le barem pour mesurer le rôle relatif d'un élément dans un système économique plus global. Il va sans dire que ces critères sont nombreux et que les tableaux qui en découlent le sont bien davantage mais pour les fins de document nous retiendrons le PNB., le revenu personnel et le chômage. D'après l'annexe #2, le PNB. du Québec pour l'année 1974 était de \$33,735 millions alors que celui du Canada était de \$139,493 millions pour la même année. En comparant uniquement le PNB. québécois qui était de \$28,689 millions en 1973, on s'aperçoit que le taux d'accroissement réel est en perte de vitesse par rapport aux années antérieures. Ce phénomène provient de l'inflation et de la récession économique générale.

Le revenu personnel en tant que deuxième critère qui a été retenu pour fin de comparaison; il s'est élevé à \$20,350 millions en 1972 comparativement à \$33,835 millions pour l'Ontario et \$81,855 millions pour le Canada. En comparant aussi pour ce critère les données québécoises, on réalise que le revenu personnel est passé de \$23,344 millions en 73 à \$27,560 millions en 74 ce qui représente un taux d'accroissement distorsionné à cause de la poussée inflationniste. L'évolution du revenu personnel est étroitement liée à l'allure du PNB.

ANNUAIRE DU QUEBEC 1973

Tableau 1 — Superficie approximative en terre et en eaux intérieures par province et territoire

Province et territoire	Terre	Eaux intérieures	Total
Terre-Neuve <sup>1</sup>	41 164	2 195	43 359
Île-du-Prince-Édouard	2 184	—	2 184
Nouvelle-Écosse	20 402	1 025	21 425
Nouveau-Brunswick	27 835	519	28 354
Québec <sup>2</sup>	523 850	112 540	636 400
Ontario	344 092	68 490	412 582
Manitoba	211 775	39 225	251 000
Saskatchewan	220 182	31 518	251 700
Alberta	249 890	6 435	255 235
Colombie-Britannique	359 279	6 976	366 255
Labrador	101 881	10 945	112 826
Yukon	205 346	1 730	207 076
Territoires du Nord-Ouest			
Franklin	541 753	7 500	549 253
Keelewin	218 460	9 700	228 160
MacKenzie	493 225	33 265	527 490
Canada <sup>3</sup>	3 560 238	291 571	3 851 309

<sup>1</sup> Non compris le Labrador jusqu'à règlement définitif.

<sup>2</sup> Y compris les prétentions du Québec sur le golfe du Saint-Laurent.

<sup>3</sup> Y compris le Labrador. Non compris les prétentions du Québec sur le golfe du Saint-Laurent.

Le troisième critère qui est le chômage est celui qui affecte grandement le Québec telle que le révèle aussi l'annexe #2. Dans ce domaine malheureusement le Québec se classe trop souvent le premier parmi les provinces. Cette situation peut s'expliquer par l'accroissement de la main-d'oeuvre, le taux d'activité et l'impact sur l'emploi; mais cette contrainte est engendrée par la situation économique décrite précédemment.

L'examen de ces chiffres révèle que le Québec joue un rôle important dans l'économie nationale mais qu'il accuse une déficience au niveau des revenus et du chômage ce qui est dû principalement à une faiblesse de l'organisation du secteur secondaire ou manufacturier de la province.

Il est peut être opportun de compléter cette situation relative du Québec en reproduisant le tableau suivant (1); lequel fait intervenir diverses variables économiques et met en évidence le relief avec l'Ontario.

-----  
(1) L'aménagement du territoire; op.cit.; p.37.

TABLEAU 2: QUOTIENTS ONTARIO/QUEBEC DE QUELQUES VARIABLES ECONOMIQUES EN COMPARAISON AVEC LE QUOTIENT DES POPULATIONS

Variables	Ontario/Québec	
Population Juin 1971 (millions)	$\frac{770}{603}$	= 1.277
P.N.B. 1971 (milliards \$)	$\frac{381}{233}$	= 1.635
Production manufacturière Janvier-octobre 1971 (milliards \$)	$\frac{213}{118}$	= 1.805
Investissements de capital 1971 (milliards \$)	$\frac{743}{397}$	= 1.871
Mise en chantier d'habitation Janvier-novembre 1971 (milliers)	$\frac{722}{382}$	= 1.890
Nombre de véhicules moteurs Octobre 1971 (millions)	$\frac{315}{257}$	= 1.225
Dettes publiques nettes per capita 1971 (\$)	$\frac{274}{320}$	= 0.856
Volume des ventes au détail Janvier-octobre 1971 (milliards \$)	$\frac{104}{68}$	= 1.529

SOURCE: Globe and Mail, 16/1/1973 et O.P.D.Q.

### 1.5 Les deux Québec et les régions.

Auparavant dans ce rapport nous avons établi des jalons de façon à situer la province de Québec dans un vaste ensemble; maintenant nous allons en examiner la structure provinciale. L'annuaire du Québec de 1973, p. 2 partage le Québec en cinq (5) grandes zones qui sont déterminées selon des affinités économiques, urbaines, énergétiques, forestières, etc., tel qu'on peut le constater sur la carte à la page suivante.

De façon à cerner davantage l'exposé, il suffit de superposer à l'excentricité du Québec des besoins de liaisons, des points en commun industriels, manufacturiers et urbains pour réaliser que le Québec peut se regrouper sous deux types d'unités appelés le Québec de base et les régions ressources. Cet aspect est d'autant plus renforcé par les aspects physiques du territoire et l'aménagement de l'espace.

Le premier type a été décrit dans un travail sur la planification du Québec (1) de façon concise en mentionnant que le schéma du Québec de base prend sa structure et sa forme dans les origines du pays:

'En effet, l'unique moyen de transport au début de la colonie étant le bateau, les agglomérations ont pris naissance près des voies navigables et principalement le St-Laurent. C'est ce qui ex-

(1) L'aménagement du territoire et développement économique.

A. Turgeon et G. Raymond; avril 74; p. 10.



le Québec de base "naturel" formé de Québec, Trois-Rivières et Montréal. Un autre facteur de l'agrandissement du Québec de base "naturel", c'est la plaine fertile du St-Laurent de Sherbrooke et Hull aux trois précédentes pour former le Québec de base. Ce secteur actuellement regroupe 85% de la population, recouvre 10% du territoire et représente 90% du PIBCF (produit intérieur brut au coût des facteurs)."

Le Québec de base est forcément caractérisé par l'industrialisation et l'urbanisation alors que l'autre type est caractérisé par les forêts, les mines, les ressources hydrauliques, etc. Bien que les deux types soient d'importance relative très différente il n'en demeure pas moins que le premier a besoin de s'appuyer sur le second pour opérer et réciproquement.

Toutefois ces deux types qui conviennent bien aux fins d'analyse s'avèrent plus difficiles sur le plan administratif. En ayant comme objectif une administration décentralisée plus efficace et faisant appel à la participation, on a divisé le Québec en neuf (9) régions administratives (1) avec des centres que l'on désigne par "capitale régionale". Plusieurs de ces centres sont dotés d'un groupe administratif sur lequel siège un coordonnateur de presque tous les ministères afin de coordonner l'action gouvernementale dans chaque territoire régional.

----- (1) Voir carte page précédente.

### 1.6 Développement économique régional.

Au Québec comme ailleurs le développement économique régional est relié à la situation globale qui prévaut dans l'ensemble, on en déduit que lorsque l'économie progresse dans les centres plus actifs il y a de fortes chances que les zones d'influences provoquent des retombées salutaires dans les centres régionaux. En analysant l'essor régional on s'aperçoit qu'on y accorde souvent l'épithète de disparité régionale. Il est sûrement utopique de croire que toutes les régions doivent être identiques mais il y a peut-être lieu de minimiser la compétition qui peut s'établir entre elles, car il n'est pas prouvé que cela contribue à promouvoir l'économie régionale. Il y aurait lieu d'essayer de spécialiser certaines régions dans des secteurs clés à développement rapide et avec un taux de productivité assez élevé.

Puisque cet exposé se propose avant tout de montrer l'image actuel du Québec, le tableau (1) des deux pages suivante montre bien par ordre d'importance les secteurs qui caractérisent les régions du Québec. Généralement on voit que le Québec demeure dans des secteurs traditionnels et modernes au détriment de secteurs secondaires plus stimulants pour l'économie. Ce

(1) Etude descriptive du réseau urbain; OPDQ; 1973.

à St-Jérôme (26.2%), Joliette (10.4%) et St-Hyacinthe (10.1%)  
(et incidemment à Trois-Rivières, Hull et Chicoutimi) ainsi  
que le tabac-caoutchouc-cuir à Granby, St-Jérôme, Joliette et  
Québec.

Vcici, par ordre d'importance, les principales industries des  
agglomérations étudiées:

Montréal:

- . Textiles, vêtements et bonneterie
- . Produits métalliques, machinerie et matériel de transport
- . Aliments et boissons
- . Matériel et appareils électriques

Québec:

- . Aliments et boissons
- . Textiles, vêtements et bonneterie
- . Tabac, caoutchouc et cuir
- . Produits métalliques, machinerie et matériel de transport
- . Industries diverses

Sherbrooke:

- . Textiles, vêtements et bonneterie
- . Produits métalliques, machinerie et matériel de transport
- . Aliments et boissons

Granby:

- . Textiles, vêtements et bonneterie
- . Tabac, caoutchouc et cuir
- . Produits métalliques, machinerie et matériel de transport
- . Matériel et appareils électriques
- . Aliments et boissons
- . Industries chimiques

Valleyfield:

- . Industries chimiques
- . Textiles, vêtements et bonneterie
- . Métal primaire
- . Aliments et boissons

- St-Jean : . Textiles, vêtements et bonneterie,  
 . Matériel et appareils électriques  
 . Produits métalliques, machinerie et matériel  
 de transport  
 . Industries chimiques  
 . Industries diverses
- St-Hyacinthe: . Textiles, vêtements et bonneterie  
 . Aliments et boissons  
 . Papier, bois, meuble  
 . Produits métalliques, machinerie et matériel  
 de transport  
 . Industries diverses
- Sorel: . Produits métalliques, machinerie et matériel  
 de transport  
 . Métal primaire  
 . Textiles, vêtements et bonneterie
- St-Jérôme: . Papier, bois, meuble  
 . Textiles, vêtements et bonneterie  
 . Produits métalliques, machinerie et matériel  
 de transport  
 . Tabac, caoutchouc et cuir  
 . Aliments et boissons
- Joliette: . Textiles, vêtements et bonneterie  
 . Produits métalliques, machinerie et matériel  
 de transport  
 . Papier, bois, meuble  
 . Tabac, caoutchouc et cuir  
 . Aliments et boissons

Il est possible de compléter cette énumération pour les autres agglomérations sur lesquelles nous n'avons pas de données récentes. Ainsi, les groupes papier-bois-meuble et textiles-vêtement-bonneterie dominant à Trois-Rivières, le métal primaire et papier-bois-meuble à Chicoutimi, textile-vêtement-bonneterie à Drummondville. De même, la structure manufacturière de Hull repose sur le papier-bois-meuble, celle de Shawinigan sur les produits chimiques, le métal primaire et le papier et celle de Bate-Comeau sur le métal primaire et le papier-bois-meuble.

phénomène contribue à maintenir le recul économique du Québec par rapport à l'Ontario.

On peut difficilement parler de développement économique sans aborder l'évolution démographique, pour le lecteur que cela intéresse nous le référons à l'annexe #3 qui est le résumé d'un article écrit par Albert Juneau de l'OPDQ. en septembre 1973 (1).

Afin de compléter ce bref portrait régional il a été jugé opportun d'ajouter avec l'annexe #4 l'opinion de personnes bien en place dans certaines régions et qui ont brossé un tableau réaliste de la situation. Ces résumés ont paru dans la revue Commerce "Le Point" 1974-75 et on incite le lecteur à en prendre connaissance car les auteurs traitent avec compétence des points spécifiques.

(1) Les disparités régionales au Québec: étude des grandes variables économiques. p.58 à 60.

## 2.0 LES INSTITUTIONS POLITIQUES DU QUEBEC.

Depuis sa fondation en 1608 le Québec n'a pas encore cessé d'être modifié tant du point de vue géographique que politique. Un bref rappel historique révèle qu'avant 1763 le Québec était une possession française; durant cette période la Nouvelle-France a joui d'une large autonomie administrative au sein de l'Empire colonial français. Par le traité de Paris en 1763 la France cédait la majeure partie de ses colonies de l'Amérique du Nord à l'Angleterre. Cette même année l'Angleterre a mis fin au régime militaire en rétablissant le gouvernement civil au Canada. En 1774 l'Acte de Québec décrète un conseil pour administrer la province de Québec; cette forme de gouvernement n'a pas donné les résultats escomptés car l'Acte constitutionnel de 1791 l'abrogea pour séparer la province en deux; le Haut et le Bas Canada. Les insurrections de 1837 remettent en cause le régime séparé et en 1840 l'Acte d'Union vient réunir les deux provinces. C'est en 1867 que l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (AANB) confirme l'état fédéral canadien par l'union de quatre provinces; c'est depuis ce temps que le Québec constitue un élément du système fédéral. Par rapport au reste de la fédération canadienne le Québec a fait preuve d'origina-

lité dans ses institutions politiques, cela tient aux facteurs historiques, géographiques, démographiques, économiques et sociaux qui ont été mentionnés précédemment.

L'AANB. au moment où il a été formulé prévoyait une répartition des pouvoirs entre les provinces et l'Etat central par ses 147 articles. Il est évident que depuis ce temps la constitution a été modifiée à plusieurs reprises.

Le Québec comme les autres provinces et le Canada opère dans un régime parlementaire; sous un tel régime les membres de l'exécutif doivent être normalement membres du Parlement. Contrairement aux Etat-Unis, où il existe un régime présidentiel, les membres de l'exécutif ne peuvent cumuler les fonctions de ministre et de représentant du peuple (sénateur ou député). Ici, le parlement est souverain et il obtient ce mandat par élection. Le mode de scrutin au Québec est uninominal, majoritaire à un tour. Le parlement est formé par le parti qui fait élire le plus de candidats mais pas nécessairement celui qui obtient le plus de votes dans l'ensemble.

Le Québec garde des vestiges du régime monarchique britannique par le truchement de lieutenant-gouverneur qui est le principal chef d'Etat de la province. Il est nommé par le gouvernement fédéral et il doit

sanctionner les projets de lois et promulger la dissolution de l'Assemblée lorsque le gouvernement en place décide de procéder à une élection. Il assermente le gouvernement élu et a la responsabilité d'autres fonctions en cas d'urgence. Actuellement le rôle assumé par le lieutenant-gouverneur est plus ou moins symbolique et l'incidence de l'effacement progressif provient du rôle prépondérant joué par le régime de cabinet et surtout par la prépondérance du chef élu du gouvernement, à savoir le premier ministre qui assume la responsabilité de la fonction gouvernementale. Dans tout état, quatre types de fonctions sont généralement retenus et sont connus comme: législatif, exécutif, judiciaire et administratif.

## 2.1 La fonction législative

La fonction législative est prééminente; certains affirment qu'elle est l'expression de la souveraineté. Elle consiste à définir les règles d'application que doivent régir les citoyens et les institutions. Cette fonction est assumée au Québec par les représentants du peuple réunis en Assemblée et compte actuellement 108 membres qui sont les députés des circonscriptions électorales. Les députés élus sont membres de l'Assemblée Nationale. Le rôle principal de l'Assemblée Nationale est de légiférer, ce qui consiste à étudier, amender, voter ou reporter les projets de loi qui lui sont soumis. Ce processus peut s'effectuer de plusieurs façons et maintenant la pratique veut qu'on fasse appel de plus en plus aux commissions parlementaires pour scruter les projets de loi articles par articles après l'adoption en deuxième lecture.

Avant de recevoir la sanction royale (lieutenant-gouverneur) un projet de loi doit être adopté en troisième lecture par l'Assemblée. Habituellement la première lecture décrit le projet et l'objectif de la loi sans qu'il n'y ait de débats; en deuxième l'Assemblée délibère sur le principe et c'est à ce stade qu'il est

souvent référer à une commission parlementaire pour étude détaillée des amendements; la troisième lecture est plus ou moins une formalité pour vérifier si la loi proposée est bien selon l'esprit et les discussions qu'elle a suscités avant d'être adoptée.

## 2.2 La fonction exécutive

La fonction exécutive est un prolongement de la fonction législative dans ce sens qu'elle concerne la formulation des modalités d'application des règles de la seconde et la direction des actes spécifiques destinés à les considérer. Le pouvoir exécutif est appelé à définir les principes même de l'activité administrative et il procède directement aux choix des politiques. Pour assumer l'activité exécutive l'Etat dispose d'une structure d'organismes tel qu'on peut le constater à l'annexe #5. Cet organigramme comprend vingt deux ministères et plusieurs régies, sociétés, offices, commissions, conseils pour réaliser cette fonction.

A la tête de l'exécutif se trouve un conseil dont le président est le premier ministre et tous les ministres en titre sont membres. Le conseil siège à huit clos et ses délibérations sont secrètes. Il s'exprime par la voix du premier ministre, par des arrêtés en conseil et des minutes.

Les réalités institutionnelles et opérationnelles font en sorte que les distinctions théoriques mentionnées auparavant, entre les diverses activités sont sup-

plantées. Ce qui fait que, l'exécutif verse dans le législatif. Ceci s'explique par le fait que le conseil des ministres étudie et prépare la loi avant qu'elle ne soit présentée à l'Assemblée. Cette fonction est encore plus évidente lorsque les projets de loi autorisent des règlements pour appliquer les dispositions des lois, ces derniers sont donc adoptés par le conseil exécutif.

### 2.3 La fonction judiciaire

Il appartient au pouvoir judiciaire d'appliquer, d'interpréter et de dire le droit, aussi bien écrit que non écrit de départager les parties aux prises avec un problème de droit et de fait, bref de rendre la justice, civile ou criminelle. La primauté du droit dans notre régime démocratique est bien implantée ce qui fait que même le gouvernement doit s'y soumettre.

Le système judiciaire québécois se complique par l'influence du code Napoléon et du code anglais; la complexité est accentuée aussi par l'intervention du fédéral dans ce champ d'activités. Bien que l'article 92 de l'AANB. reconnaît la juridiction provinciale pour administrer la justice; le partage des responsabilités est assez complexe puisque par l'article 96 le fédéral paie et nomme les juges de plusieurs tribunaux. Ceci s'applique entre autre aux douze (12) juges de la Cour du Banc de la Reine et les quatre-vingt-douze (92) de la Cour Supérieure. Cette administration bicéphale crée des difficultés à ceux qui ont la responsabilité d'appliquer et de faire respecter les lois; en effet il n'est pas rare de constater dans le quotidien des points ou les deux gouvernements se retournent la responsabilité ou encore en revendiquent l'autorité.

Le fédéral est directement responsable de deux cours: la Cour Fédéral qui entend les poursuites contre l'état central et la Cour Suprême du Canada qui a juridiction d'appel partout au pays en matière civile et criminelle.

Les tribunaux qui relèvent du Québec ont une juridiction en matières civiles et criminelle ou mixtes. Ce sont la Cour du Banc de la Reine, la Cour Supérieure, la Cour Provinciale, la Cour des Sessions de la Paix, la Cour du Bien-Etre Social et les Cours Municipales. Les quatres premières ont une juridiction générale sur tout le territoire québécois tandis que les deux dernières sont limitées à des districts judiciaires ou électoraux et à des localités. Dernièrement la Cour des Petites Créances a été instituée pour faciliter aux citoyens l'accès à la justice dans les causes n'excédant pas trois cent dollars.

#### 2.4 La fonction administrative

La fonction administrative se distingue théoriquement de l'exécutive car en principe elle veille à l'application des lois et à la prestation des services. Toutefois, en pratique, ces deux activités s'interpénètrent si bien qu'on n'a pas cru bon d'y faire une distinction organisationnelle. Cette action administrative de l'état vient compléter les fonctions du gouvernement et elle en est une de contrôle et de rétroaction. C'est par son entremise que l'Etat s'assure de la réalisation des objectifs qu'il a déterminé de façon à ce que l'activité gouvernementale en reflète fidèlement l'idéologie, les orientations et les priorités du gouvernement. En effet on peut dire que si la volonté collective s'exprime par le truchement du pouvoir législatif et le pouvoir exécutif en est le moteur, l'administration en est le bras, le nerf et souvent l'intelligence.

On entend souvent dire que les gouvernements se succèdent, les législatures passent mais l'administration demeure ce qui assure une certaine permanence de l'Etat. Ce phénomène caractérisé avant tout par sa stabilité ne doit pas exclure une certaine évolution. C'est ce souci d'améliorer qui est à l'origine de la

loi de l'administration financière (1) qui clarifie le rôle de divers organismes impliqués dans l'administration.

Aux quatre (4) pouvoirs décrits précédemment on peut en ajouter deux autres qui sont moins connus officiellement mais ils sont mentionnés à cause de leur impact sur l'action gouvernementale. Le premier est celui de la presse qui surveille l'activité du gouvernement et sert aussi à sonder l'opinion publique sur divers projets de loi ou diverses interventions du gouvernement. Le deuxième constitue le pouvoir discrétionnaire dont dispose chaque fonctionnaire. Il importe donc que celui-ci soit exercé avec objectivité et compétence afin que le service rendu soit adéquat. Evidemment ce pouvoir est plus ou moins grand selon le poste occupé mais il est important de réaliser qu'il existe et qu'il contribue à l'administration. D'ailleurs c'est probablement des abus du pouvoir discrétionnaire qui sont à la base de l'instauration du protecteur du citoyen; ce dernier voit à ce que les citoyens ne soient pas lésés par des décisions de fonctionnaires.

---

(1) Loi de l'administration financière; chapitre 17, section III, des lois du Québec de 1970.

### 3.0 L'ADMINISTRATION PUBLIQUE QUEBECOISE

L'accroissement des missions de l'Etat, est particulièrement observable depuis l'après-guerre, dans la plupart des pays du monde, par suite de l'influence du progrès technique et des changements sociaux et idéologiques. Le Québec n'a pas échappé à cette progression et l'indice le plus révélateur de ce phénomène est le budget des dépenses gouvernementales. Ce dernier qui était d'environ 650 millions de dollars en 1960 est passé à plus de 8 milliards de dollars en 1975. Ces chiffres témoignent de l'intérêt sans cesse croissant de l'Etat dans l'ensemble des activités.

Toutefois l'Etat n'intervient pas toujours autant que souhaité car il doit essayer d'adapter son budget à la conjoncture économique. Dans ses prévisions budgétaires l'Etat tient compte des entrées fiscales dont les principales sources sont: l'impôt sur le revenu, la taxe à la consommation, les droits et permis, revenu divers, transferts de sociétés d'Etat et aussi les transferts du gouvernement fédéral. (annexe #6)

Afin d'assurer une allocation optimale des ressources et d'assurer de meilleurs services à la population le gouvernement a révisé ses méthodes de gestion. Cette révision a permis de rationaliser davantage les

choix budgétaires par la méthode du PPB. Ce procédé de gestion répartit l'action du gouvernement selon quatre missions: économique (1,266), éducative et culturelle (2,380), gouvernementale et administrative (1,689) et sociale (2,888). Les chiffres entre parenthèses révèlent leur importance relative en millions de dollars. Chacune de ces missions comprennent des domaines qui sont subdivisés en secteurs à l'intérieur desquels on retrouve les programmes gérés par les divers organismes. Ces derniers se partagent en deux grandes catégories que nous verrons maintenant.

### 3.1 Les organismes centraux.

La première catégorie est celle des organismes centraux qui sont: le Cabinet, le Conseil du Trésor, la Commission de la Fonction Publique (CFP), le ministère de la Fonction Publique et l'Office de planification et développement du Québec (OPDQ).

Cette classification est basée davantage sur le rôle primordial de coordination que ces organismes remplissent dans la fonction administrative. Comme il se doit, le cabinet constitue l'organe administratif suprême. A ce titre, il coordonne l'action de tous les ministères à qui il délègue des pouvoirs et mandats afin de distribuer des services. Il réunit donc l'aspect politico-administratif de la fonction gouvernementale.

Le Conseil du Trésor détient un mandat par la loi de l'administration financière (1). Il a comme rôle principal la surveillance des finances de l'Etat. Pour ce faire il a la responsabilité des prévisions budgétaires et l'approbation des dépenses des ministères. Il s'acquitte de sa tâche par l'application du PPB. principalement. Ce rôle qui lui est dévolu, le fait souvent percevoir comme un organe exerçant un contrôle négatif plutôt qu'un organisme de direction centrale. A ce titre il est chargé de fournir aux ministères les principes de gestion afin d'assurer une efficacité maximale de l'administration publique.

Afin de procurer les services, la fonction administrative doit compter, en plus du budget, sur du personnel. Ce domaine a connu lui aussi une évolution assez marquée; c'est pour assurer une bonne gestion de cette ressource que la CFP et le MFP existent. Il ont été créés par la loi de la Fonction publique et celle du ministère de la Fonction publique (2).

(1) Loi de l'administration financière, chapitre 17, section III des lois du Québec de 1970.

(2) Loi du ministère de la Fonction publique chapitre 14 des lois du Québec de 1969 Loi de la Fonction publique. Chapitre 14 des Lois du Québec de 1965.

La CFP est responsable du recrutement, de la sélection et de la classification du personnel. Par contre le MFP est responsable des négociations collectives et des conditions de travail. Ce ministère a une fonction dite horizontale parce que son rôle s'adresse à d'autres ministères qui eux ont une vocation verticale parce qu'ils s'adressent principalement au public en dispensant les services.

Finalement nous avons retenu l'OPDQ à cause du rôle important qu'il joue dans la structure administrative. Sa fonction consiste à analyser diverses situations au Québec et à faire des recommandations sur le développement et l'aménagement du territoire. Il agit donc comme coordonnateur et en plus son action porte dans les négociations avec le fédéral car il est responsable de négocier les ententes avec le MEER, pour ce faire il s'assure souvent la collaboration des ministères.

### 3.2 Les ministères et organismes.

Selon le critère de référence mentionné précédemment les ministères peuvent se classer dans la catégorie des non centraux. Dans l'appareil administratif gouvernemental les ministères viennent se greffer aux organismes centraux de façon plus sectorielle. Chacun des ministères sont créés ou du moins régis par une loi de l'Assemblée.

Généralement la structure hiérarchique d'un ministère se compose d'un chef et d'un sous-chef (ministre et sous-ministre) sous lesquels oeuvrent des Directeurs généraux, des directeurs, des chefs de service, et des responsables de division et de section. Il est fréquent pour les ministères d'avoir recours à d'autres entités administratives pour accomplir les attributions autorisées par la loi ministérielle. Ces entités prennent nom de régies, sociétés, conseil, offices, commissions, etc... et sont légions dans l'administration gouvernementale et nous ne voulons pas toutes les énumérées ici mais quelques unes seront mentionnées. On peut débiter par l'Hydro-Québec, pour ensuite mentionner la SDBJ., SOQUIP., SOQUEM., SOQUIA., SIDBEC., SHQ., SAO., etc... Concernant les sociétés la plupart sont créées par une loi mais c'est un ministre qui est responsable devant l'assemblée.

### 3.3 Le ministère des Transports.

De façon à cerner l'envergure du ministère des Transports et de situer sa position relative par rapport aux autres, comparons son budget. Les prévisions budgétaires de 75-76 sont de 884.6 millions de dollars et le ministère vient en troisième position après les Affaires Sociales

(2,788) et l'éducation (2,169). Ces chiffres indiquent le rôle prépondérant que joue les Transports dans l'administration gouvernementale. En poussant plus loin l'analyse, ce rôle ressort davantage lorsqu'on regarde la mission économique. Cette dernière qui comprend cinq (5) domaines et dix-sept (17) secteurs dispose d'un montant de 1,266 millions de dollars. Les Transports constituent un domaine avec deux secteurs (terrestre, maritime & aérien) dans cette mission. On réalise que le ministère administre près des 3/4 du budget de cette mission, ceci dénote bien l'impact des Transports dans le domaine économique.

En voulant remplir adéquatement son rôle, le ministère compte sur la contribution de chaque employé. Pour ce faire il met à leur disposition des moyens mais en retour il s'attend à ce que les employés fournissent l'effort optimal et améliorent sans cesse leur compétence. Par leurs interventions et leurs actions les employés sont les porte-paroles du ministère dans la production des services au public. A ce titre ils agissent un peu comme ambassadeurs et il importe que les employés réalisent cela pour agir avec pondération.

#### 4.0 En guise de conclusion.

Cet exposé a décrit brièvement le Québec de façon globale en scrutant sa configuration géométrique, sa population, son économie et ses institutions politiques. Il faut bien garder à l'idée que l'objectif premier était de brosser un tableau synthèse du Québec de façon à procurer un éventail de connaissances générales de base à des gradués d'Université qui viennent oeuvrer dans la Fonction publique.

Il est souhaité que les renseignements fournis dans ce document suscitent la curiosité et stimulent le désir de connaissances afin que les lecteurs continuent d'approfondir leur savoir dans les divers domaines. Ce rapport ne fait qu'ouvrir une porte il n'en tient qu'à vous maintenant de travailler pour aménager l'intérieur. Le choix que vous faites dosera votre contribution dans l'évolution et le dynamisme du rôle de l'Etat et plus particulièrement celui du Ministère des Transports.



ANNEXE #1

Données démographiques sur le Québec

Tableau 1 — Population estimative du Canada, par province, 1908-72

Année	Canada	T.-N.	I.-P.-E.	N.-E.	N.-B.	Qué.	Ont.	Man.	Sask.	Alta.	C.-B.
en milliers											
1908	6 625	..	95	480	345	1 902	2 412	413	356	266	330
1909	6 500	..	94	483	346	1 931	2 444	427	401	301	350
1910	6 988	..	94	486	348	1 965	2 482	441	446	336	370
1911	7 207	..	94	492	352	2 006	2 527	461	492	374	393
1912	7 359	..	94	496	356	2 042	2 572	481	525	400	407
1913	7 632	..	94	504	363	2 096	2 639	505	563	429	424
1914	7 879	..	95	512	371	2 148	2 705	530	601	459	442
1915	7 981	..	94	511	371	2 162	2 724	545	628	480	450
1916	8 001	..	92	505	368	2 154	2 713	554	648	476	456
1917	8 060	..	90	503	368	2 169	2 724	558	662	508	464
1918	8 148	..	89	502	369	2 191	2 744	565	678	522	474
1919	8 311	..	89	507	373	2 234	2 789	577	700	541	488
1920	8 556	..	89	516	381	2 299	2 863	594	729	565	507
1921	8 788	..	89	524	388	2 361	2 934	610	757	588	525
1922	8 919	..	89	522	389	2 409	2 980	616	769	592	541
1923	9 010	..	87	518	389	2 446	3 013	619	778	593	555
1924	9 143	..	86	516	391	2 495	3 059	625	791	597	571
1925	9 294	..	86	515	393	2 549	3 111	632	806	602	588
1926	9 451	..	87	515	396	2 603	3 164	639	821	608	606
1927	9 637	..	87	515	398	2 657	3 219	651	841	633	623
1928	9 835	..	88	515	401	2 715	3 278	664	862	658	641
1929	10 029	..	88	515	404	2 772	3 334	677	883	684	659
1930	10 208	..	88	514	406	2 825	3 386	689	903	708	676
1931	10 376	..	88	513	408	2 874	3 432	700	922	732	694
1932	10 510	..	89	519	414	2 925	3 473	705	924	740	707
1933	10 633	..	90	525	419	2 972	3 512	708	926	750	717
1934	10 741	..	91	531	423	3 016	3 544	709	928	758	727
1935	10 845	..	92	536	428	3 057	3 575	710	903	765	736
1936	10 950	..	93	543	433	3 099	3 606	711	951	773	745
1937	11 045	..	93	549	437	3 141	3 637	715	922	776	759
1938	11 152	..	94	555	442	3 183	3 672	720	914	781	775
1939	11 267	..	94	561	447	3 230	3 708	726	906	786	792
1940	11 381	..	95	569	452	3 278	3 747	728	900	790	805
1941	11 507	..	95	578	457	3 332	3 788	730	896	796	818
1942	11 654	..	90	591	464	3 390	3 854	724	848	776	870
1943	11 795	..	91	606	463	3 457	3 915	723	838	785	900
1944	11 946	..	91	611	461	3 500	3 963	727	836	808	932
1945	12 072	..	92	619	467	3 560	4 000	727	833	808	949
1946	12 292	..	94	608	478	3 629	4 073	727	833	803	1 003
1947	12 551	..	94	615	483	3 710	4 176	739	836	825	1 044
1948	12 823	..	93	625	493	3 788	4 275	746	838	854	1 052
1949	13 147	345	94	629	503	3 882	4 378	757	832	885	1 113
1950	13 712	351	96	638	512	3 969	4 471	768	833	913	1 137
1951	14 059	361	98	643	516	4 056	4 598	776	832	939	1 185
1952	14 459	374	100	653	526	4 174	4 738	798	843	973	1 205
1953	14 845	383	101	663	533	4 269	4 941	809	861	1 012	1 248
1954	15 287	395	101	673	540	4 383	5 115	823	873	1 057	1 295
1955	15 693	406	100	683	547	4 517	5 266	839	878	1 091	1 342
1956	16 081	415	99	695	555	4 628	5 405	850	881	1 123	1 399
1957	16 610	424	99	701	562	4 769	5 636	862	880	1 164	1 482
1958	17 040	432	100	709	571	4 904	5 821	875	891	1 206	1 538
1959	17 483	441	101	719	582	5 034	5 969	891	907	1 248	1 567
1960	17 939	448	103	727	589	5 142	6 111	906	915	1 291	1 612
1961	18 438	458	105	737	598	5 259	6 256	922	925	1 332	1 679
1962	18 983	468	107	746	605	5 371	6 381	936	930	1 369	1 650
1963	19 531	476	103	751	609	5 481	6 481	949	933	1 403	1 679
1964	19 900	483	109	755	611	5 584	6 631	959	942	1 429	1 755
1965	19 644	488	109	756	615	5 685	6 788	965	950	1 450	1 797
1966	20 015	493	109	756	617	5 781	6 961	963	955	1 463	1 874
1967	20 265	500	109	757	620	5 858	7 149	963	958	1 490	1 947
1968	20 744	507	110	760	624	5 927	7 306	971	960	1 526	2 007
1969	21 161	514	110	763	625	5 984	7 452	979	954	1 561	2 067
1970	21 577	518	110	766	624	6 033	7 637	981	942	1 606	2 137
1971	21 881	524	111	770	632	6 079	7 815	983	928	1 634	2 175
1972	22 109	532	113	794	652	6 079	7 825	992	916	1 658	2 217

Y compris le Yukon et les Territoires du Nord-Ouest.

Sources: Statistique Canada, *Recensement du Canada, 1941*, vol. 1, p. 5, *Annuaire du Canada, 1933*, p. 147, *Population et territoire du Canada par province le 1er juin* (91-201).

Tableau 2 — Population du Québec, 1605-1844

Année	Population <sup>1</sup>	Année	Population <sup>1</sup>
1605 <sup>2</sup>	44	1706	16 745
1608	28	1713	18 469
1610	18	1720	24 594
1620	60	1727	31 184
1630	100	1734	37 716
1640	359	1739	43 362
1653	2 000	1754	59 069
1656	3 215	1765	69 810
1657	3 918	1784 <sup>3</sup>	113 012
1673	6 765	1746	161 311
1675	7 832	1806	250 950
1679	9 400	1814	335 000
1683	11 786	1822	427 465
1686	12 866	1831	553 134
1692	12 431	1844	697 034

<sup>1</sup> Les chiffres et données sur la population sont plus historiques qu'exactes au point de vue du recensement.

<sup>2</sup> De 1605 à 1765, population de la Nouvelle-France sans l'Acadie.

<sup>3</sup> De 1764 à 1831, population du Bas-Canada.

Source: Statistique Canada. *Recensement du Canada*, 1931, Vol. I, pp. 133-153.

Tableau 3 — Population aux divers recensements, Canada et Québec, 1851-1971

Année de recensement	Canada	Augmentation		Québec	Augmentation	
		Numérique	En pourcentage		Numérique	En pourcentage
1851	2 436 297	—	—	890 261	—	—
1861	3 171 418	735 121	31.17	1 111 566	221 306	24.02
1871	3 659 256	517 838	16.32	1 191 516	79 950	7.19
1881	4 325 310	635 554	17.24	1 359 027	167 511	14.06
1891	4 833 239	508 429	11.75	1 488 535	129 508	9.53
1901	5 371 315	538 076	11.13	1 648 898	160 363	10.77
1911	7 205 643	1 835 328	34.17	2 005 776	356 878	21.64
1921	8 787 949	1 581 306	21.94	2 360 510	354 754	17.69
1931	10 376 786	1 588 837	18.08	2 874 662	514 152	21.78
1941	11 506 655	1 129 869	10.89	3 331 882	457 220	15.91
1951	14 009 429	2 502 774	21.75	4 055 681	723 799	21.72
1956	16 089 791	2 071 362	14.79	4 628 378	572 697	14.12
1961	18 235 247	2 157 456	13.40	5 259 211	630 833	13.60
1965	20 014 880	1 776 633	9.74	5 780 845	521 634	9.92
1971	21 568 310	1 553 430	7.76	6 027 764	246 949	4.27

Source: Statistique Canada. *Recensements du Canada*, 1951-1971.

Tableau 4 — Population, rang, accroissement en pourcentage et densité de la population, par province et territoire, 1941-71

Province	Population					
	1941	1951	1956	1961	1966	1971
Terre-Neuve	—	361 416	415 074	457 853	493 396	522 104
Nouveau-Brunswick	95 047	98 420	99 285	104 629	108 535	111 641
Nouvelle-Écosse	577 962	642 544	694 717	737 007	756 039	783 960
Nouveau-Brunswick	457 461	515 697	554 616	597 936	616 788	634 557
Québec	3 331 882	4 055 681	4 628 378	5 259 211	5 780 845	6 027 764
Ontario	3 787 655	4 827 342	5 394 933	6 236 092	6 950 870	7 703 166
Manitoba	729 744	776 541	800 040	921 686	963 056	983 247
Saskatchewan	895 992	831 728	880 465	925 181	953 344	926 242
Alberta	796 169	939 591	1 123 116	1 331 944	1 463 203	1 627 874
Colombie-Britannique	817 761	1 165 210	1 298 464	1 629 082	1 873 674	2 184 621
Yukon	4 914	9 096	12 190	14 628	14 382	18 288
Territoires du Nord-Ouest	12 028	16 094	19 313	22 998	28 738	34 807
Canada	11 506 655	14 009 429	16 089 791	18 235 247	20 014 880	21 568 311

Tableau 4 — Population, rang, accroissement en pourcentage et densité de la population, par province et territoire, 1941-71 (fin)

Province ou territoire	1941	1951	1956	1961	1966	1971
Répartition en pourcentage						
Terre-Neuve	.. <sup>1</sup>	2,6	2,6	2,5	2,5	2,4
Ile-du-Prince-Édouard	0,8	0,7	0,6	0,6	0,5	0,5
Nouvelle-Écosse	5,0	4,6	4,3	4,0	3,8	3,6
Nouveau-Brunswick	4,0	3,7	3,4	3,3	3,1	2,9
Québec	29,0	28,9	28,8	28,8	28,9	27,9
Ontario	32,9	32,8	33,6	34,2	34,8	35,7
Manitoba	6,3	5,5	5,3	5,1	4,8	4,6
Saskatchewan	7,8	5,9	5,5	5,1	4,8	4,3
Alberta	6,9	6,7	7,0	7,3	7,3	7,5
Colombie-Britannique	7,1	8,3	8,7	8,9	9,4	10,1
Yukon	..	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1
Territoires du Nord-Ouest	0,1	0,1	0,1	0,1	0,1	0,2
Canada	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0	100,0
Rang						
Terre-Neuve	.. <sup>1</sup>	9	9	9	9	9
Ile-du-Prince-Édouard	9	10	10	10	10	10
Nouvelle-Écosse	7	7	7	7	7	7
Nouveau-Brunswick	8	8	8	8	8	8
Québec	2	2	2	2	2	2
Ontario	1	1	1	1	1	1
Manitoba	6	6	6	6	6	6
Saskatchewan	3	5	5	5	6	6
Alberta	5	4	4	4	4	4
Colombie-Britannique	4	3	3	3	3	3
Yukon	11	12	12	12	12	12
Territoires du Nord-Ouest	10	11	11	11	11	11
Canada	..	..	..	..	..	..
Accroissement en pourcentage <sup>4</sup>						
	1941-51	1951-56	1956-61	1961-66	1966-71	
Terre-Neuve	.. <sup>1</sup>	14,8	10,3	26,7	7,8	5,8
Ile-du-Prince-Édouard	3,6	-0,9	5,4	6,3	3,7	2,9
Nouvelle-Écosse	11,1	8,1	6,1	14,7	2,6	4,3
Nouveau-Brunswick	12,7	7,5	7,8	15,9	3,2	2,9
Québec	21,7	14,1	13,6	29,7	9,9	4,3
Ontario	21,4	17,6	15,4	35,6	11,6	10,7
Manitoba	6,4	9,5	8,4	18,7	4,5	2,6
Saskatchewan	-7,2	5,9	5,1	11,2	3,3	3,0
Alberta	18,0	19,5	18,6	41,8	9,9	11,2
Colombie-Britannique	42,5	20,0	16,5	39,8	15,0	16,6
Yukon	85,1	34,0	20,0	60,8	-1,7	27,8
Territoires du Nord-Ouest	33,1	20,7	19,1	43,7	25,0	21,1
Canada	21,7	14,8	13,4	30,2	9,7	7,8
Population par mille carré						
Terre-Neuve	.. <sup>1</sup>	8,77	8,99	11,12	11,98	12,63
Ile-du-Prince-Édouard	43,52	45,07	45,46	47,91	49,69	51,11
Nouvelle-Écosse	28,33	31,50	34,05	36,12	37,06	38,67
Nouveau-Brunswick	16,43	18,53	19,93	21,48	22,16	22,79
Québec <sup>2</sup>	6,36	7,74	8,84	10,04	11,04	11,50
Ontario	1,01	13,36	15,71	18,12	20,23	22,38
Manitoba	3,45	3,67	4,01	4,35	4,55	4,71
Saskatchewan	4,07	3,78	4,00	4,20	4,34	4,20
Alberta	3,60	3,78	4,51	5,35	5,83	6,54
Colombie-Britannique	2,27	3,24	3,89	4,53	5,22	6,03
Yukon	0,02	0,04	0,06	0,07	0,07	0,08
Territoires du Nord-Ouest	0,01	0,01	0,02	0,02	0,02	0,02
Canada <sup>3</sup>	3,23	3,93	4,52	5,12	5,62	6,05

<sup>1</sup> La population de Terre-Neuve (qui ne fait partie du Canada que depuis 1949) s'établissait ainsi: 1921, 263 033; 1931, 281 500 (estimation) et 1945, 321 819.

<sup>2</sup> Non compris le Labrador.

<sup>3</sup> Y compris le Labrador.

<sup>4</sup> Le signe (-) indique une diminution.

Source: Statistique Canada, *Recensements du Canada, 1961 et 1966*, et compilations effectuées au BSQ par le personnel de l'Annuaire du Québec.

Tableau 5 — Population, rang, accroissement en pourcentage et densité de la population des cités constituées de plus de 50 000 habitants en 1971, Québec, 1931-71

Cité	1931	1941	1951	1956	1961	1966	1971
Population							
Montréal	818 577	903 007	1 021 520	1 109 439	1 191 062*	1 222 255*	1 214 350*
Laval (Ville de) <sup>1</sup>	—	—	—	—	124 741	195 088	228 010
Québec	130 594	150 757	164 016	170 703	171 979	166 984	166 090*
Verdun	60 745	67 349	77 391	78 262	78 317*	76 832	74 720
Sherbrooke	28 933	35 965	50 543	58 668	66 554*	75 690	80 715
Montréal-Nord	4 519	6 152	14 081	25 407	48 433	67 806	89 140*
Hull	29 433	32 947	43 483	49 243	56 929*	60 176*	63 580*
Saint-Laurent	5 348	6 242	20 426	38 291	49 805*	59 479*	62 955*
Trois-Rivières	35 450	42 007	46 074	50 483	53 477*	57 540*	55 870
La Salle	2 362	4 651	11 633	18 973	30 904*	48 322	72 910
Longueuil	5 407	7 087	11 103	14 332	24 131	25 593	97 590*
Sainte-Foy	1 973	2 682	5 236	14 615	29 716*	48 298*	68 385*
Saint-Léonard	—	—	—	925	4 873	25 328*	52 040*
Rang							
Montréal	1	1	1	1	1	1	1
Laval (Ville de) <sup>1</sup>	—	—	—	—	—	2	2
Québec	2	2	2	2	2	3	3
Verdun	3	3	3	3	3	4	7
Sherbrooke	6	5	4	4	4	5	6
Montréal-Nord	...	...	26	9	9	7	5
Hull	5	6	6	6	5	8	10
Saint-Laurent	...	...	16	8	8	9	11
Trois-Rivières	4	4	5	5	7	10	12
La Salle	42	36	29	24	16	12	8
Longueuil	28	29	30	30	26	28	4
Sainte-Foy	45	47	48	29	18	13	9
Saint-Léonard	—	—	—	—	64	29	13
Accroissement en pourcentage							
Cité	1931-41	1941-51	1951-56	1956-61	1961-66	1966-71	1966-71
Montréal	10,3	13,1	8,6	7,3	16,6	2,6	-0,65
Laval (Ville de) <sup>1</sup>	—	—	—	—	—	57,2	16,27
Québec	15,4	8,8	4,1	0,8	4,9	-2,9	11,44
Verdun	10,9	14,9	1,1	—	1,2	-1,9	-2,75
Sherbrooke	24,3	40,5	16,1	13,4	31,9	13,7	6,63
Montréal-Nord	36,1	128,9	80,4	90,5	243,3	40,0	31,46
Hull	11,9	32,0	13,2	15,8	31,0	5,7	5,65
Saint-Laurent	16,7	227,2	87,5	30,0	144,1	19,4	5,84
Trois-Rivières	18,5	9,7	9,6	5,9	16,0	7,6	-2,91
La Salle	96,9	150,1	63,1	62,9	165,6	56,4	50,88
Longueuil	31,1	56,7	29,1	68,4	117,3	6,1	281,31
Sainte-Foy	35,9	95,2	179,1	103,3	467,5	62,5	41,58
Saint-Léonard	—	—	—	426,8	—	419,7	5,46
Population par mille carré							
Cité	1931	1941	1951	1956	1961	1966	1971
Montréal	17 509,7*	17 920,4*	20 268,3*	23 525,0*	25 255,8	21 095,18	19 917,17
Laval (Ville de) <sup>1</sup>	—	—	—	—	—	2 069,5	2 406,43
Québec	14 526,6*	16 769,4	18 244,3	18 988,1	19 130,0	18 574,4	6 703,53
Verdun	27 239,9	30 201,4	34 704,5	23 860,4*	23 877,1	23 424,4	22 780,48
Sherbrooke	5 965,6	7 415,5	4 799,9	2 647,5*	3 003,3*	3 415,6	3 997,77
Montréal-Nord	...	...	3 352,6	6 049,3	11 531,7	16 144,3	20 924,88
Hull	4 709,3	5 271,5	6 957,3	10 111,5	8 625,6	8 759,2	6 095,87
Saint-Laurent	...	...	1 169,2	9 385,0*	2 850,9	3 328,4	3 522,94
Trois-Rivières	8 862,5*	8 956,7*	7 862,5*	8 077,2*	7 139,8*	1 914,2	1 858,61
La Salle	...	...	1 593,6	2 599,0	4 233,4	6 619,45	11 500,00
Longueuil	...	...	9 739,5	12 571,9	12 374,9	13 124,62	5 921,72
Sainte-Foy	...	...	431,7	1 204,9	2 606,7	4 418,8	2 127,72
Saint-Léonard	...	...	—	—	978,6	5 075,7	10 428,85

\* Indique que les limites ont changé depuis le recensement précédent. Le chiffre de la population se fonde sur la superficie constituée à chacune de ces dates.

<sup>1</sup> Fusion de toutes les municipalités de l'Île-Jésus le 6-8-65.

° Non constituée lors du recensement.

Source: Statistique Canada. Recensements du Canada.

Tableau 10 — Nombre, pourcentage et augmentation en pourcentage de la population de moins de 25 ans du Québec, années choisies

Groupe d'âge	1966 En pourcentage de la population totale		1971 En pourcentage de la population totale		Augmentation en pourcentage			
	Nombre	%	Nombre	%	1941/1951	1951/1961	1961/1966	1966/1971
0 — 24	2 984 046	51,6	2 956 235	49,0	20,6	32,1	10,5	-0,9
0 — 4	632 489	10,9	480 520	8,0	53,2	24,0	-5,8	-24,0
5 — 9	682 874	11,8	633 645	10,5	33,2	34,7	9,4	-7,2
10 — 24	628 100	10,9	671 370	11,1	-0,1	57,3	10,6	6,9
15 — 19	566 315	9,8	621 290	10,3	-3,9	38,5	21,1	9,7
20 — 24	474 158	8,2	549 410	9,1	12,1	8,4	28,3	15,9

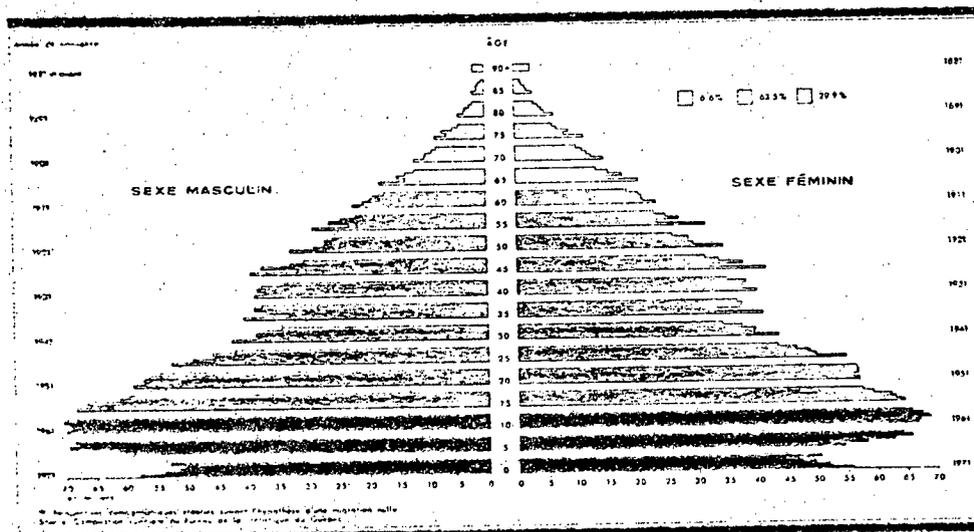
Source: Statistique Canada. Recensements du Canada.

Tableau 11 — Population de moins de 25 ans dans les zones métropolitaines de Montréal et de Québec, 1961-71

Zone	Total	Moins de 25					
		0-4	5-9	10-14	15-19	20-24	
Nombre							
Montréal							
1961	2 109 509	956 689	245 716	215 049	188 907	156 675	150 342
1966	2 436 817	1 143 426	249 318	256 894	225 585	207 579	204 050
1971	2 743 210	1 251 570	211 130	267 455	272 670	249 535	250 780
Québec							
1961	357 568	173 411	41 172	37 522	34 961	32 763	26 993
1966	413 397	204 084	42 105	44 185	40 315	39 393	38 086
1971	480 500	227 910	37 840	47 445	48 490	45 955	48 180
En pourcentage de la population totale							
Montréal							
1961		45,4	11,7	10,2	9,0	7,4	7,1
1966		46,9	10,2	10,5	9,2	8,5	8,3
1971		45,6	7,7	9,7	9,9	9,1	9,1
Québec							
1961		48,5	11,5	10,5	9,8	9,2	7,5
1966		49,3	10,1	10,7	9,7	9,5	9,2
1971		47,4	7,9	9,9	10,1	9,6	10,0

Source: Statistique Canada. Recensements du Canada.

POPULATION PAR TRANCHE D'ÂGES AU QUÉBEC, 1971\*



ANNEXE #2

Données économiques sur le Québec

Indicateurs économiques  
Québec

	Unité de mesure	1970	1971	1972	1973*	1974**	71/70 (en pourcentage)	72/71	73/72	74/73
Produit national brut à prix du marché	\$'000,000	21,119	22,762	25,234	28,689	33,735	7.8	10.9	13.7	17.6
Revenu personnel (1)	\$'000,000	16,705	18,273	20,607	23,344	27,560	9.4	12.8	13.3	18.1
Revenu personnel par habitant	\$	2,778	3,031	3,406	3,839	4,493	9.1	12.4	12.7	17.0
Immobilisations totales	\$'000,000	3,418	4,150	4,824	5,826	7,374	21.4	16.2	20.8	26.6
Secteur de la fabrication	\$'000,000	624	546	690	940	1,374	-12.5	26.4	36.2	46.2
Valeur des expéditions, industries manufacturières	\$'000,000	13,085	13,833	15,092	17,069	21,582	5.7	9.1	13.1	26.4
Ventes au détail	\$'000,000	7,074	7,681	8,486	9,534	10,843	8.6	10.5	12.3	13.7
Indice des prix à la consommation (Montréal)	1961=100	124.3	126.6	131.4	140.2	155.7	1.9	3.8	6.7	11.1
Population (1er juin)	'000	6,013	6,028	6,050	6,081	6,134	0.2	0.4	0.5	0.9
Chômage	'000	2,327	2,394	2,426	2,542	2,618	2.9	1.3	4.8	3.0
Emploi total	'000	2,144	2,197	2,225	2,353	2,427	2.5	1.3	5.8	3.1
Taux de chômage	%	7.9	8.2	8.3	7.4	7.3				

Indicateurs économiques  
Canada

	Unité de mesure	1970	1971	1972	1973*	1974**	71/70 (en pourcentage)	72/71	73/72	74/73
Produit national brut à prix du marché	\$'000,000	85,685	93,307	103,493	118,902	139,493	8.9	10.9	14.9	17.3
Revenu personnel	\$'000,000	66,633	73,630	82,440	93,992	109,949	10.5	12.0	14.0	17.0
Revenu personnel par habitant	\$	3,129	3,414	3,778	4,254	4,898	9.1	10.7	12.6	15.1
Immobilisations totales	\$'000,000	17,798	20,184	22,218	26,618	32,451	13.4	10.1	19.8	21.9
Secteur de la fabrication	\$'000,000	3,223	2,995	2,948	3,668	4,962	-7.1	-1.6	24.4	35.3
Valeur des expéditions, industries manufacturières	\$'000,000	46,381	50,274	55,490	65,360	79,253	8.4	10.4	17.8	21.3
Ventes au détail	\$'000,000	28,034	30,646	33,930	38,231	43,819	9.3	10.7	12.7	14.6
Indice des prix à la consommation (Canada)	1961=100	129.7	133.4	139.8	150.4	166.8	2.9	4.8	7.6	10.9
Population (1er juin)	'000	21,297	21,569	21,820	22,095	22,446	1.3	1.2	1.3	1.6
Chômage	'000	8,374	8,631	8,891	9,279	9,662	3.1	3.0	4.4	4.1
Emploi total	'000	7,879	8,079	8,329	8,759	9,137	2.5	3.1	5.2	4.3
Taux de chômage	%	5.9	6.4	6.3	5.6	5.4				

Données provisoires.

\*\* Données estimatives.

1) Comprend les revenus des Québécois résidant à l'étranger.

Sources:

Investissements privés et publics au Canada (61-205). Industries manufacturières

(61-205). Commerce de détail (63-005). Revue Statistique du Canada (11-003).

Indice des prix et indices des prix (62-002). La population active (71-001); S.C. Direction de

l'Analyse et de la Prévision économiques. M.I.C.

ANNEXE #3

Conclusion du texte d'Albert Juneau:

"Les disparités régionales au Québec:  
étude des grandes variables économiques";

OPDQ septembre 1973

### Conclusion générale

Cette analyse fait ressortir des constatations qui se rejoignent ou se complètent. Il importe maintenant de dégager l'image globale et synthèse des disparités régionales au Québec, au cours des vingt dernières années. On pourrait la résumer ainsi:

1. Prédominance considérable de la région de Montréal, par son poids relatif dans l'ensemble du Québec: 65.0% du P.I.B.C.F. (1966) 70.7% de l'emploi manufacturier (1968), 56.7% de la population (1971) et un revenu disponible per capita de 37% plus élevé que celui du reste du Québec. En outre, Montréal présente la structure manufacturière la plus diversifiée. Bref, environ les 2/3 de l'activité économique et plus de la moitié de la population du Québec sont concentrés dans la région de Montréal. Cette tendance s'est accrue de 1951 à 1966, mais elle a ralenti depuis 1961 et elle semble vouloir se stabiliser.
2. La Côte-Nord est la seule autre région dont la part relative est augmentée de 1951 à 1966. Sa croissance est due à des développements forestiers et miniers très importants durant la période étudiée. Sa structure manufacturière repose sur deux groupes industriels: papier - bois, et métal primaire.

3. La région de l'Outaouais a connu une croissance démographique relativement élevée, alors que la hausse du PIBCF a été moyenne. L'Outaouais bénéficie beaucoup semble-t-il du développement de la capitale fédérale et l'exécution de nouveaux programmes au cours des dernières années ont probablement contribué à renforcer cette région. La situation de l'Outaouais est donc bien particulière. Les activités tertiaires jouent un rôle majeur et l'industrie manufacturière y est relativement peu importante et très spécialisée.
4. La région de Québec évolue à un rythme moyen qui se reflète au niveau du PIB et de la population. La croissance démographique ralentit comme partout ailleurs, mais à un rythme plus modéré. Ce sont surtout les activités tertiaires, notamment celles de l'agglomération de Québec, qui semblent assurer la stabilité de cette région. L'industrie manufacturière y est un peu diversifiée mais elle a cru à un rythme moyen.
5. Les régions du Bas-St-Laurent - Gaspésie, Saguenay-Lac St-Jean, Nord-Ouest et Trois-Rivières connaissent un déclin démographique depuis 1966 (depuis 61 dans le Bas-St-Laurent - Gaspésie). Cette régression est due entre autre à la faible croissance du PIBCF (surtout dans le Nord-Ouest et Trois-Rivières) et des facteurs démographiques (qui jouent particulièrement dans le Saguenay-Lac

St-Jean, le Bas St-Laurent - Gaspésie et le Nord-Ouest). A l'exception de Trois-Rivières, ce sont toutes des régions périphériques où les activités primaires sont importantes. Les industries manufacturières sont reliées aux ressources naturelles (bois, fer, cuivre et énergie).

6. La région des Cantons de l'Est croît lentement ce qui affaiblit son dynamisme démographique. En fait, comme on a pu le constater cette région ressemble beaucoup à celle de Trois-Rivières. L'industrie secondaire (surtout le papier - bois - meuble et textile - vêtement - bonneterie) constitue la base de leur économie. Les différences observées dans leur évolution particulièrement depuis 1961 sont peut-être dues en partie à une plus grande faiblesse du secondaire dans Trois-Rivières qui s'est faite sentir en plus sur la capitale régionale. Toutefois, finalement ces écarts apparaissent peu significatifs, car la région des Cantons de l'Est suivra probablement la même tendance que Trois-Rivières, mais avec quelques années de retard.

Globalement, on remarque que les disparités de production et de population entre Montréal et le reste du Québec ont augmenté depuis 1951, mais les écarts de revenu ont diminué sensiblement, même s'ils demeurent, dans certains cas, importants.

ANNEXE #4

Articles de la revue "Commerce, Le Point 74-75" sur les régions



# QUE DEVIENNENT LES RÉGIONS DU QUÉBEC

• MEME SI l'activité économique est de plus en plus influencée par les phénomènes mondiaux et les décisions ou les comportements internationaux, il n'en est pas moins important de situer dans le contexte québécois, canadien et même international ce qui se passe dans une ville ou dans une région.

Les indices, les moyennes, les tendances sont toujours en effet le résultat de diverses composantes, et on peut facilement se tromper quant aux réalités en négligeant de s'intéresser à toutes et chacune des parties de l'ensemble qu'on examine.

Ainsi, par exemple, l'indice du chômage peut être acceptable — si le chômage est acceptable — au Canada et être beaucoup trop élevé dans les Maritimes; et si on est satisfait de l'ensemble, on ne devrait pas négliger de s'occuper du problème régional.

Ainsi encore, on pourrait conclure que l'activité du secteur de la construction est élevée au Québec parce

qu'à Montréal, des projets extraordinaires — en voie de réalisation — viennent gonfler démesurément le total ou la moyenne, tandis que diverses régions sont complètement inactives dans ce secteur.

Le Point 74 avait voulu faire une première expérience en demandant à deux collaborateurs de situer pour vous dans le tableau général de l'activité économique québécoise celle de Montréal, la métropole, et de Québec, la capitale.

Nous avons voulu pousser plus loin cette année en demandant à plusieurs collaborateurs établis dans diverses régions de la province de nous dire ce qui se passe dans leur milieu respectif.

Pour des raisons incontrôlables, il ne nous a pas été possible de pousser cet examen dans tous les coins et recoins du Québec — et nous nous en excusons — mais nous avons couvert assez de territoire pour démontrer la diversité de l'économie québécoise.

Maurice Chartrand

## RÉGION DE GRANBY

Texte de Valère Audy et François Berger,  
journalistes, La Voix de l'Est, Granby

• L'ÉCONOMIE de la région de Granby souffre de tous les maux qu'engendrent la spirale inflationniste et la récession y découlant, à partir de centaines de mises à pied jusqu'aux fortes augmentations de prix, d'où, de toute évidence, perte du pouvoir d'achat pour le consommateur.

Mais, aussi invraisemblable que cela puisse paraître en pareil moment, l'industrie manque de main-d'œuvre. Et la pénurie est à ce point sérieuse que des représentants de Granby et Cowansville, en collaboration avec les spécialistes de gouvernements supé-

rieurs, sont à former un comité dont la mission sera justement d'analyser les besoins et de trouver des solutions à ce problème. Et avant même de commencer cette étude, on n'écarte pas la possibilité, si telle doit être la réponse à ce besoin, d'importer de la main-d'œuvre.

Ce problème, les chefs d'entreprise l'ont eux-mêmes évoqué publiquement au cours d'une assemblée tenue au Mont Orford l'été dernier. Mais, on a alors et surtout insisté sur le manque de main-d'œuvre spécialisée. Quelques mois plus tard, à Farnham, d'autres industriels, de la région montréalaise ceux-là, participaient à un colloque relatif à la formation de la main-d'œuvre.

Et depuis quelques semaines, bien que tout se soit déroulé dans le plus grand secret, des représentants de Granby et Cowansville ont jugé la situation assez grave pour amorcer une action commune de façon à pallier à cette pénurie qui ne se limite plus aux ouvriers spécialisés. Bien au contraire, elle se généralise.

Comment expliquer pareil paradoxe quand on sait que plusieurs entreprises de Granby et de la région ont procédé à des centaines de mises à pied temporaires et permanentes au fil des derniers mois, qu'une importante usine de Cowansville fermera bientôt ses portes, et que l'industrie textile, en particulier, éprouve de sérieux problèmes à Granby comme partout ailleurs?

Bien sûr, le nombre de personnes en quête d'emplois a augmenté, mais pas dans la proportion des mises à pied et des congédiements.

La réponse est toute simple. C'est que parallèlement au développement constant du phénomène inflationniste appelant la récession, on a assisté à l'entrée en production d'usines de plusieurs compagnies qui ont décidé de s'implanter dans le parc industriel de Granby depuis quelques années pendant que d'autres entreprises déjà établies prenaient de l'expansion.

Ces nouveaux employeurs ont bien sûr puisé dans le réservoir des chômeurs, lequel ne peut cependant pas combler tous leurs besoins. Les ouvriers spécialisés restent toujours rares. La demande est surtout forte en main-d'œuvre masculine alors qu'une forte proportion des personnes en quête d'emplois appartient à l'autre sexe. Et les préposés au placement ouvrier ne peuvent tout de même pas envoyer un enseignant poser de la brique pas plus qu'envoyer un menuisier remplir le rôle de secrétaire.

Ce tableau qui, à première vue, semble bien plus rose que morose, en ce sens qu'il offre des ouvertures aux travailleurs, ne suscite pourtant pas l'enthousiasme. Nos voisins du Sud vivent depuis quelques semaines des heures fort difficiles, et on croit généralement que les maux qui les affligent nous frappent quelques mois plus tard. Les travailleurs vivent dans une certaine insécurité et les employeurs aussi.

Granby, qui, voilà quelques années seulement, voyait une forte proportion de ses travailleurs tirer leur subsistance de l'industrie textile, n'a plus tout à fait le même visage. Sans toutefois la refuser, on ne fait plus d'efforts pour attirer l'industrie textile. Les administrateurs municipaux lui préfèrent l'industrie de pointe et une diversification tout en établissant et réclamant des services publics adéquats pour l'épanouissement et le confort de la population. Fait à noter, cette expansion n'a pas encore beaucoup ajouté aux statistiques démographiques de la ville de Granby.

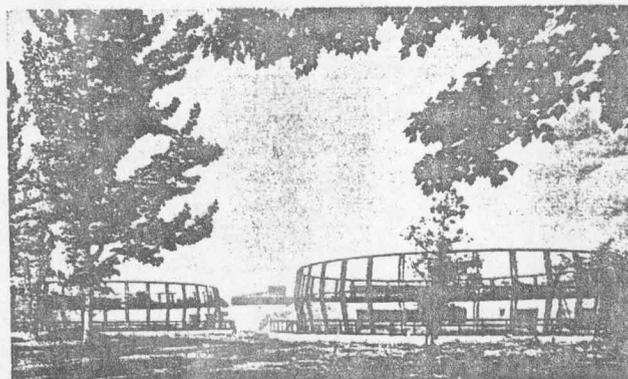
### Développement régional

Le développement économique de la région n'a rien de surprenant quand on sait que la ville de Granby a un commissaire industriel depuis quelques années déjà, que Cowansville et Bromont opèrent conjointement un commissariat industriel, que Bedford, Farnham, Rougemont, Marieville et St-Césaire ont formé une commission industrielle avec personnel per-

manent, qu'un autre commissariat industriel régional devrait bientôt voir le jour à Acton Vale, et que ces villes bénéficient maintenant toutes d'avantages consentis par le Ministère de l'Expansion économique régionale.

IBM réalise actuellement, au coût approximatif de \$17 millions, la deuxième phase d'un projet d'envergure dans le parc industriel de Bromont. La première phase avait commandé un investissement total de quelque \$25 millions. D'autres projets sont en voie de réalisation ou le seront bientôt, tels les installations nécessaires à la tenue des jeux équestres de 1976 et un ensemble de logements à prix modique coûtant plus de \$1 million.

À Cowansville, l'usine de la compagnie RCA, qui a déjà employé plus de 250 personnes, fermera bientôt ses portes. Mais plusieurs autres entreprises ont procédé à des agrandissements. À elle seule, la Bruck Mills investit actuellement \$6 millions pour s'auto-



La Société zoologique de Granby, dont les installations accueillent annuellement 500,000 visiteurs, a inauguré en 1974 un pavillon construit au coût de \$1 million pour loger les grands fauves. Deux des enclos, ceux que présente cette photo, servent d'habitat aux tigres et lions. L'aménagement paysagiste doit être complété au printemps.

(Photo Marcel Daignault).

matier et rapatrier des opérations menées dans d'autres villes.

La ville de Farnham bénéficie pour sa part des premiers résultats concrets de l'Opération Fantus, ce "blitz" du Ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec à travers le monde industrialisé pour y puiser de nouveaux investissements. Ainsi, la compagnie américaine Harbour Industries Inc. injecte \$700,000 dans le parc industriel de Farnham, y implantant une usine spécialisée dans la fabrication de fils électriques à haute tension.

Bombardier Ltée, à Valcourt, a commencé le rapatriement des lignes de production des motoneiges Moto-Ski, de La Pocatière, à son usine de Valcourt. C'est l'obtention du contrat de \$117.8 millions, pour la construction de wagons de métro de la CUM, qui a amené Bombardier Ltée dans une diversification intéressante et qui a provoqué la concentration de la production de toutes les motoneiges de sa filiale à Valcourt même.

Ne se limitant plus uniquement au domaine de plus en plus concurrentiel de la motoneige, Bombardier s'est fait le maître d'œuvre d'un consortium avec des compagnies internationales reconnues pour leur expérience dans le secteur des transports en commun.

Forte de ses alliances, la compagnie canadienne-française participe actuellement à l'élaboration d'un plan général de système de transport en commun pour le compte du gouvernement canadien.

Ailleurs dans la région, les villes de Marieville, St-Césaire et Waterloo, particulièrement, connaissent des expansions industrielles qui témoignent d'une vie économique dynamique. Notons, entre autres, la création du parc industriel de Marieville, d'une superficie initiale de 44 acres.

Plus près de Granby, à Saint-Alphonse, une compagnie italienne, œuvrant dans le domaine du caoutchouc, a entrepris la construction, au coût de \$5 millions, d'une usine de 160,000 pieds carrés devant employer 250 personnes dans la fabrication de boyaux de caoutchouc destinés aux marchés mondiaux. Il s'agit de IVG Canada Ltd.

D'autre part, au chapitre des réalisations industrielles d'importance, Cansaco Ltée a investi plus de \$6 millions dans la zone industrielle de Granby, pour la mise en exploitation d'une usine produisant des sacs de papier à utilisation industrielle. Il s'agit du plus important projet industriel jamais entrepris à Granby.

Cansaco fait partie d'un total de huit compagnies qui ont implanté de nouvelles usines à Granby, au cours de 1974. Outre les implantations nouvelles, la ville a connu dix agrandissements d'entreprises déjà établies.

À Granby, quand un industriel veut installer une usine, il n'a plus le choix: il doit absolument construire. En effet, il n'existe actuellement aucune superficie de plancher destinée à la location pour des fins de production industrielle.

---

### Fin d'année difficile

Granby a connu, et connaît encore, des moments difficiles, depuis la fin de l'année 1974, avec des mises à pied massives dans le secteur textile principalement, des baisses de production sensibles dans le secteur du plastique, et le reste... Des usines ont fermé leurs portes pendant la période des Fêtes, interrompant la production pour deux ou trois semaines et mettant environ un millier de travailleurs à pied temporairement.

Au début de janvier, au retour dans les usines, plusieurs dirigeants d'entreprises se sont dits déçus du fait que la situation soit à peu près inchangée. Nombre de travailleurs sont alors demeurés en chômage. "Le textile se meurt", a déclaré le président d'une compagnie traitant du fil texturé à Granby. Ce sont surtout les importations en provenance du Moyen-Orient qui minent le plus le textile. Les stocks trop élevés, et difficiles à écouler sur des marchés où le consommateur a de moins en moins d'argent, empêchent la reprise d'une production stable et rentable.

Dans le secteur du plastique, les mises à pied ont été moins prononcées, mais la production et les ventes ont diminué dans une proportion générale de 20%. C'est le cas, du moins, pour une dizaine d'usines granbyennes fabriquant des produits en plastique. Et c'est avec peu d'optimisme que les industriels de Granby envisagent l'avenir immédiat. Certaines compagnies

ont dû repousser indéfiniment des projets d'expansion élaborés depuis plusieurs années.

---

### La construction

Les statistiques compilées par les fonctionnaires municipaux révèlent que Granby a, en 1974, abaissé le record établi en 1973 dans l'industrie de la construction. La ville a effectivement émis des permis d'une valeur globale de \$22,388,269 comparativement à \$14,701,420 en 1973.

Fait à noter, cependant, la construction domiciliaire a connu un très net fléchissement qu'on attribue à la crainte des entrepreneurs face aux taux d'intérêt et à la saturation possible du marché due à la mise en chantier de 125 logements à loyer modique. L'année 1974 n'a donné que 388 nouveaux logements, y compris les HLM, comparativement à 510 en 1973. Et les immeubles démolis ont entraîné la perte de 81 logements.

Le même rapport établit le coût moyen d'un bungalow à \$21,609 en 1974 comparativement à \$16,711 en 1973, tout en notant que les investisseurs n'ont manifesté que très peu d'intérêt pour les immeubles de deux à six logements.

Dans le secteur industriel, la ville a émis 18 permis de construction et d'agrandissement d'une valeur globale de \$4,131,800 pour 352,378 pieds carrés de plancher en 1974 comparativement à 19 permis d'une valeur de \$3,233,000 pour 286,579 pieds carrés en 1973. Et à moins que la récession ne vienne ralentir le rythme des investissements, on prévoit que l'année 1975 sera tout aussi intéressante.

Le secteur institutionnel a, à lui seul, commandé des investissements dépassant les \$10 millions. Le nouveau bloc de services de l'Hôpital Général de Shefford prend une large part du gâteau. C'est beaucoup plus que l'année précédente, mais on a par ailleurs constaté une forte diminution dans la construction commerciale.

On a également établi un record à Cowansville où 200 permis, d'une valeur globale de \$7,475,550, furent émis comparativement à 227 permis d'une valeur totale de \$2,719,017 en 1973. Là encore, il y a eu fléchissement au chapitre de la construction résidentielle unifamiliale et les statistiques en établissent le coût moyen à \$22,150.

Le secteur industriel vient en tête de liste avec \$3,035,000 suivi du secteur commercial avec \$2,906,400. Ces chiffres sont de loin supérieurs à ceux de 1973.

La ville de Bromont vient elle aussi de rendre ses statistiques publiques. La valeur des permis émis en 1974 atteint \$6,405,875 dont \$5,075,000 dans le secteur industriel.

Quant aux autres villes et municipalités de la région, les statistiques ne sont pas encore disponibles.

---

### Grèves et indexation

À Granby comme partout ailleurs, le phénomène inflationniste a provoqué la masse ouvrière qui a réagi en déclenchant des grèves pour obtenir une compensation quand ce ne fut tout simplement pas l'indexation.

Plusieurs entreprises de la région ont donné suite aux revendications, soit à la suite de grèves ou de simples séances de négociations. Mais les travailleurs ont déclenché suffisamment de grèves-éclair à cette fin que la course à l'indexation a bien plus frappé l'attention que les négociations visant principalement le renouvellement de conventions collectives de travail.

Et rien n'indique que les travailleurs se laisseront facilement avalés par l'inflation en 1975. Les ouvriers tiennent à leur pouvoir d'achat, donc à l'indexation, et leurs chefs ont déjà clairement indiqué que le mouvement se poursuivra.

Même les agriculteurs de la région, classe de la population qui n'avait jusqu'à maintenant jamais fait

de bruit, se sont permis de manifester en bloquant les routes avec leurs tracteurs et en pendant des veaux. Question d'alerter l'opinion publique et les gouvernements. Ils en ont assez de produire à perte.

Il y a bien eu quelques autres problèmes dans l'industrie, tels des retards dus à une pénurie de matériaux sur certains chantiers de construction, mais on en a que très peu entendu parler.

Ce qui semble le plus inquiétant, pour le moment, bien que personne n'ose encore trop en parler, ce sont les négociations que le gouvernement provincial entreprendra bientôt avec tous ses fonctionnaires. □

## RÉGION DU SAGUENAY-LAC-SAINT-JEAN

Texte de Bertrand Tremblay,  
journaliste, Le Quotidien du Saguenay - Lac-Saint-Jean

• QUAND TOUT VA à l'Alcan, l'économie du Saguenay-Lac-Saint-Jean se porte bien. Même si l'exploitation forestière demeure la première activité économique de la région comprenant les cinq comtés provinciaux de Chicoutimi, Jonquière, Lac-Saint-Jean, Dubuc et Roberval ainsi que le secteur minier de Chibougamau-Chapais, c'est l'Aluminium du Canada Limitée — avec ses quelque 9,000 employés directs et ses centaines d'autres indirects (ceux des sous-traitants) — qui sert de baromètre économique.

Or, malgré les relations difficiles avec ses syndiqués qui réclamaient l'indexation à peine six mois après avoir signé un nouveau contrat de travail d'une durée de 33 mois, 1974 fut une bonne année. Les négociations furent longues, laborieuses et marquées par divers incidents. Finalement, le 6 décembre dernier, les syndiqués acceptaient les dernières offres qui comprenaient effectivement une clause d'indexation au coût de la vie.

Le nouveau traité de paix a ramené au plus haut niveau le taux de productivité à la plus grande aluminerie du monde occidental, celle d'Arvida (maintenant située dans la nouvelle ville de Jonquière) et d'Alma.

### Suspension du programme d'expansion

La crise économique, qui perturbe présentement l'activité industrielle dans le monde occidental, a obligé l'Alcan à suspendre son programme d'expansion dont l'exécution nécessitera des investissements d'au-delà d'un demi-milliard de dollars répartis sur dix ans.

C'est dans cette région que l'Alcan entend consacrer la tranche majeure des investissements prévus et notamment pour la construction d'une troisième aluminerie au coût de plus de \$120 millions.

La compagnie multinationale, dont le siège social

est situé à Montréal, a néanmoins entrepris, en 1974, la construction d'une usine de coulage dans le secteur de Chicoutimi et des travaux de rénovation de ses vieilles usines d'Arvida.

Ce sont les possibilités de financement qui détermineront les étapes du programme d'expansion. Car on prévoit que la demande du métal léger continuera d'être forte en dépit de la récession.

### L'Alcan détient un grand avantage

Parce qu'elle possède son propre réseau d'électricité dans la région, l'Alcan détient un avantage considérable sur ses concurrents, depuis le déclenchement de la crise de l'énergie. Les six centrales de l'Alcan au Saguenay ont une puissance installée de quelque 3,800,000 HP dont 20 pour cent est vendu à d'autres usines et à des municipalités.

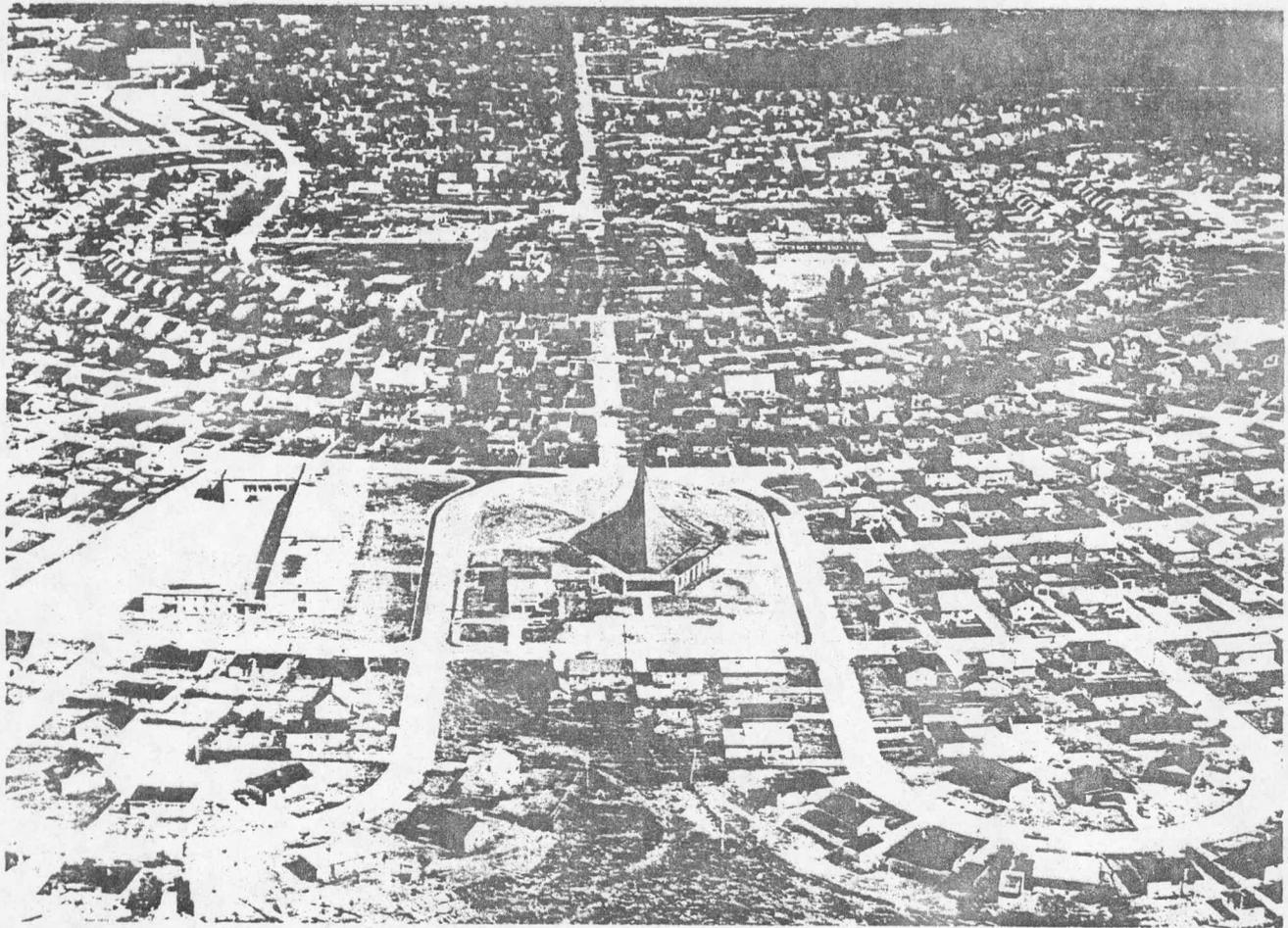
Mais en 1980, l'Alcan a déjà prévenu l'Hydro-Québec qu'elle utilisera toute son électricité au fonctionnement de ses usines de la région et qu'elle pourrait même en acheter de la compagnie d'État. Ces projections sont conditionnées, encore une fois, aux fluctuations de l'économie mondiale...

Quant à l'acquisition de la bauxite, dont on extrait l'aluminium, elle coûte maintenant huit fois plus cher, ce qui a incité l'Alcan à conclure récemment une entente avec sa grande concurrente française Pechiney pour la construction et l'exploitation, près de Marseille, d'une usine-pilote qui expérimentera l'extraction d'aluminium à partir d'autres minerais que la bauxite, notamment les argiles et schistes qu'on retrouve en abondance au Saguenay-Lac-Saint-Jean.

### L'achat de Price

Si les usines de l'Alcan produisent au maximum et souffrent même d'une pénurie de main-d'œuvre spécialisée, les six usines de pâtes et papiers tournent également à pleine capacité.

Le fait marquant, en 1974, fut l'achat — au coût



Quartier résidentiel d'Arvida. (Photo Alcan).

d'environ \$125 millions — de la compagnie Price par Abitibi Paper. Les spécialistes considèrent cette transaction comme un coup de maître, car il en aurait coûté beaucoup plus cher à Abitibi d'obtenir une production équivalant à celle des trois usines Price du Saguenay-Lac-Saint-Jean en se lançant dans un programme de construction.

Après un moment d'inquiétude, les citoyens de la région sont finalement rassurés à la suite de cette transaction, puisque les dirigeants d'Abitibi ont donné

#### FICHE SIGNALÉTIQUE DE LA RÉGION ÉCONOMIQUE 02

**Territoire géographique:** comtés provinciaux de Chicoutimi, Jonquière, Dubuc, Lac-Saint-Jean, Roberval, et secteur minier de Chapais-Chibougamau.

**Population:** 275,000 habitants.

**Économie:** elle repose sur l'exploitation forestière et la fabrication de l'aluminium.

**Niveau de l'emploi:** depuis près d'une décennie, le niveau du chômage oscille entre 11 et 15%, mais l'industrie se plaint d'une pénurie de travailleurs spécialisés et de travailleurs forestiers. Cette stagnation a déjà fait fuir 35,000 jeunes vers Montréal et Québec.

**Prévisions pour 1975:** le niveau de l'emploi devrait se maintenir à cause de la forte demande dans les secteurs du papier journal et de l'aluminium. L'Alcan et les papeteries ont annoncé des investissements importants, mais la crise économique mondiale pourrait provoquer des retards. On attend la réponse définitive de la Donahue relativement au projet de construction d'une usine de pâtes et papiers à Saint-Félicien. L'investissement prévu: quelque \$200 millions. □

la garantie qu'ils rénoveraient les usines acquises. Ils ont même indiqué officiellement leur intérêt pour le projet de construction d'une papeterie à Saint-Félicien.

Cette perspective d'exploitation de la riche forêt domaniale de Roberval date des années 60, mais elle est sur le point de se réaliser. Le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Guy Saint-Pierre, a même déclaré à la fin de décembre que les travaux commenceraient immédiatement s'il pouvait donner l'assurance aux investisseurs qu'il ne se produirait plus de ralentissements dans la construction.

Un accord a déjà été conclu avec plusieurs scieries pour l'approvisionnement en copeaux de la future papeterie.

#### La Consolidated-Bathurst

On a reconstruit l'usine de Desbiens détruite par un incendie le printemps dernier.

Quant à la Consolidated-Bathurst de Port-Alfred, elle a annoncé des investissements d'au-delà de \$20 millions en 1975, notamment dans l'installation d'une nouvelle machine à papier.

La Domtar, de Dolbeau, a également indiqué son intention de doubler sa capacité de production, mais la décision officielle n'a pas encore été annoncée.

#### Le colombium de St-Honoré

C'est cette année que la Corporation Niobec (société mixte formée par Soquem, créature du gouverne-

ment du Québec et de l'entreprise privée Copperfields) doit compléter, au coût de \$16 millions, ses travaux en vue de l'exploitation du riche gisement de columbium à Saint-Honoré, près de Chicoutimi.

On doit commencer au début de l'an prochain l'extraction du métal, ce qui procurera quelque 260 emplois. La vente de 95 pour cent de la production de Niobec est déjà assurée sur les marchés européens.

Toujours dans le secteur minier, les grandes compagnies qui opèrent dans le secteur de Chibougamau-Chapais ne prévoient pas de ralentissement cette année. Au contraire, elles recherchent toujours des mineurs. On a déjà fait venir une centaine de France, vers la fin de 1974.

---

### Les secteurs en difficulté

---

Comme partout ailleurs en Amérique, la construction domiciliaire pourrait subir un ralentissement inquiétant au cours de l'année à cause des difficultés de financement et de l'inflation.

Déjà, depuis les derniers mois de 1974, le bois d'œuvre se vend moins bien. Quelques scieries sont aux prises avec de sérieuses difficultés financières. Même si elles vendent à perte leur bois de construction, elles ne trouvent pas preneur. Les matériaux de première qualité ne manquent toutefois pas de clientèle.

Cette situation pourrait acculer à la faillite les petites scieries. Quant aux grandes scieries, elles traverseront l'épreuve sans difficulté majeure, car elles produisent des copeaux pour les papeteries.

Bref, grâce à la vitalité de l'Alcan et des papeteries, la région économique 02 du Saguenay-Lac-Saint-Jean-Chibougamau ne devrait pas trop souffrir, cette année, des effets du ralentissement industriel qui se produit présentement aux États-Unis, en Europe occidentale et au Japon.

Mais éventuellement, si la situation mondiale ne se redresse pas, la paralysie pourrait aussi atteindre les secteurs vitaux... C'est un sursis de quelques mois... □

---

## RÉGION DE SHERBROOKE

---

Texte de Jean Vigneault,  
directeur de l'information, La Tribune, Sherbrooke

---

• LA RÉCESSION ÉCONOMIQUE, que des experts se targuent d'avoir prévue alors même qu'elle s'est infiltrée dans nos murs sans que personne ne crie au loup, ne surprendra pas autant les Cantons de l'Est que les autres régions du Québec. C'est un désastre financier de l'envergure de la crise de 1929 qu'il faudrait pour que les Cantons de l'Est sentent véritablement un crouppissement de l'économie.

L'année 1974 n'a pas marqué un nouveau départ ou une baisse subite de productivité: le chômage s'est maintenu à un taux se situant aux environs de huit p. cent, les prestations d'aide sociale ont encore rejoint près d'un quart de la population. En somme, les Cantons de l'Est ont vécu dans l'attente d'une

action gouvernementale, en particulier dans le secteur du textile, dans celui des réseaux routiers et plus globalement au niveau d'un programme généreux d'aide au développement.

Peut-être que la région administrative no 5 a trop espéré des largesses gouvernementales et que ses agents internes de développement se sont montrés timides. Il n'en reste pas moins que depuis plusieurs années, tant du côté d'Ottawa que de Québec, on promet aux Cantons de l'Est une enveloppe monétaire substantielle sans que les pourparlers entre les deux paliers de gouvernement n'accouchent. Enfin, on nous assure que c'est en 1975 que la manne se déversera sur nous.

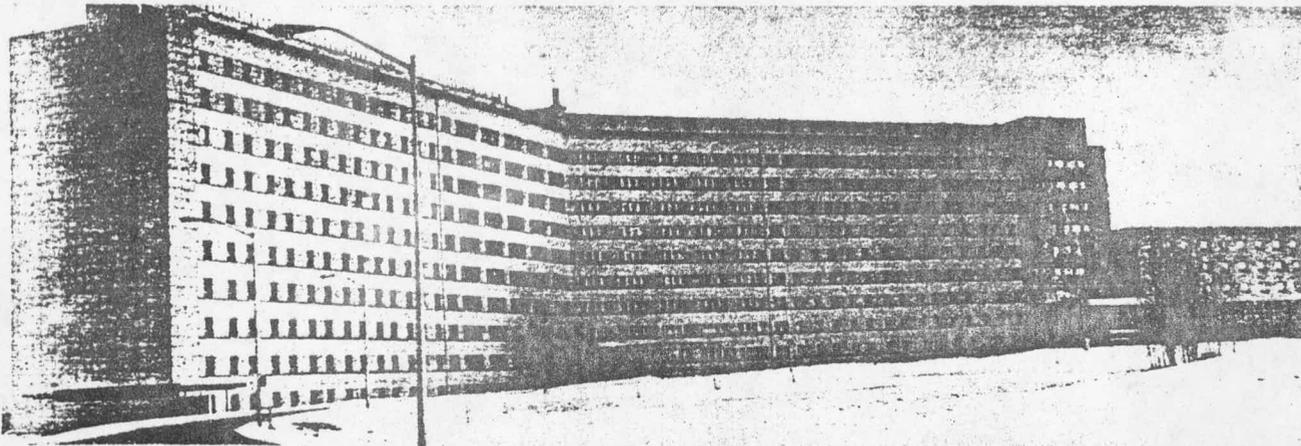
---

### Les négociations syndicales

---

Pendant que des tractations syndicales s'exerçaient

Le centre hospitalier universitaire et les autres facultés de l'Université de Sherbrooke contribuent à l'embauche de quelques milliers de personnes et de ce fait constituent l'un des moteurs de développement économique dans les Cantons de l'Est. (Photo La Tribune).



d'un commun accord avec le conseil régional de développement des Cantons de l'Est pour contraindre le gouvernement à favoriser la transformation de l'amiante chez nous et pendant que des groupes ouvriers et politiques souhaitaient la nationalisation pure et simple de notre sous-sol, la production allait croissant. Toutefois, l'incendie qui a complètement détruit le principal moulin de l'usine de Thetford risque non seulement de freiner la croissance économique, mais même de lui imprimer une tendance déficitaire au cours de l'année en cours.

Le secteur des pâtes et papiers a traversé des heures longues au moment de la grève, mais les besoins considérables dans ce domaine permettent d'envisager une augmentation de production.

---

### Précarité de l'économie régionale

---

C'est encore dans le secteur névralgique des textiles que la fragilité de notre économie régionale se fait sentir. L'industrie du gant a procédé à des congédiements massifs, celle du vêtement n'a pas progressé. Pendant ce temps les usines de Drummondville, Sherbrooke et Magog devaient renvoyer près de 1200 travailleurs faute, pour le gouvernement canadien, de négocier des accords satisfaisants avec les pays exportateurs de textile. Au surplus, cette industrie — à cause de sa situation précaire — ne paie que des salaires moyens.

Dès lors même ceux qui travaillent, voient leur pouvoir d'achat diminuer et des villes comme Magog et Drummondville surtout se ressentent de ce phénomène parce qu'elles ne possèdent pas d'autres industries sur lesquelles s'appuyer. Quand donc le textile se porte mal, toute l'économie dépérit.

L'agriculture constituant l'un des points majeurs de l'économie de la région, on admet sans difficulté que, là encore, ce n'est pas une période de stagnation que les Cantons de l'Est ont vécue mais une période de récession. Des amorces de regroupement de cultivateurs n'ont pas abouti à des résultats concrets et cette industrie se développe, ici comme ailleurs, sans plan d'ensemble.

Les Cantons de l'Est sont souvent comparés aux Laurentides ou même à la Suisse. Mais si le flux des touristes abordant les Pays d'en Haut ou la Suisse ne décuplait pas au moins celui de ceux qui poussent une pointe en Estrie, on n'entendrait plus parler de ces régions comme centres touristiques. Les installations touristiques manquent dans les Cantons de l'Est et les plans de développement tardent autant à se concrétiser que l'aide gouvernementale à l'industrie.

Une lueur d'espoir a jailli suite au rapport Sorès alors que le gouvernement du Québec s'est engagé à déboursier une cinquantaine de millions de dollars pour l'aménagement de la zone Magog-Orford. Mais les régions du lac Aylmer et de Lac-Mégantic qui n'émergeront de la médiocrité économique que grâce au tourisme, attendent toujours que le gouvernement investisse ses précieux dollars.

---

### Le ralentissement n'épargne pas Sherbrooke

---

Sherbrooke, la métropole des Cantons de l'Est, n'échappe pas au ralentissement économique, même

s'il y est moins prononcé que dans l'ensemble de la région. Un réseau routier digne des années 20 n'est modifié que très lentement, comme si le gouvernement ne souhaitait l'améliorer qu'au fil des campagnes électorales.

La route transquébécoise reliant Sherbrooke à Drummondville n'est pas parachevée et encore elle n'est qu'une pâle imitation d'une autoroute, on n'y a construit que deux voies. Sherbrooke est donc encore isolée et de ses principaux centres régionaux et des autres métropoles du Québec: pas surprenant dès lors que les industriels ne tournent pas souvent les yeux vers nous pour y implanter de nouvelles industries.

Sherbrooke est d'abord une ville de services, et l'université demeure le principal employeur grâce en particulier à son centre hospitalier. Pourtant, les industries secondaires connexes à un centre hospitalier de renommée mondiale semblent boudier Sherbrooke, les services offerts ne débouchent pas sur autre chose que de nouveaux centres d'achats qui poussent comme des champignons, mais qui ne récoltent pas autant de dollars qu'on avait misé.

De plus, l'université ne jouit pas d'une audience efficace auprès du gouvernement si l'on en juge par les difficultés que le Ministère de l'Éducation cause aux administrateurs locaux lors de l'acceptation de budgets qui permettraient un développement harmonieux et profitable à toute l'économie régionale.

---

### Un contrat de \$40 millions

---

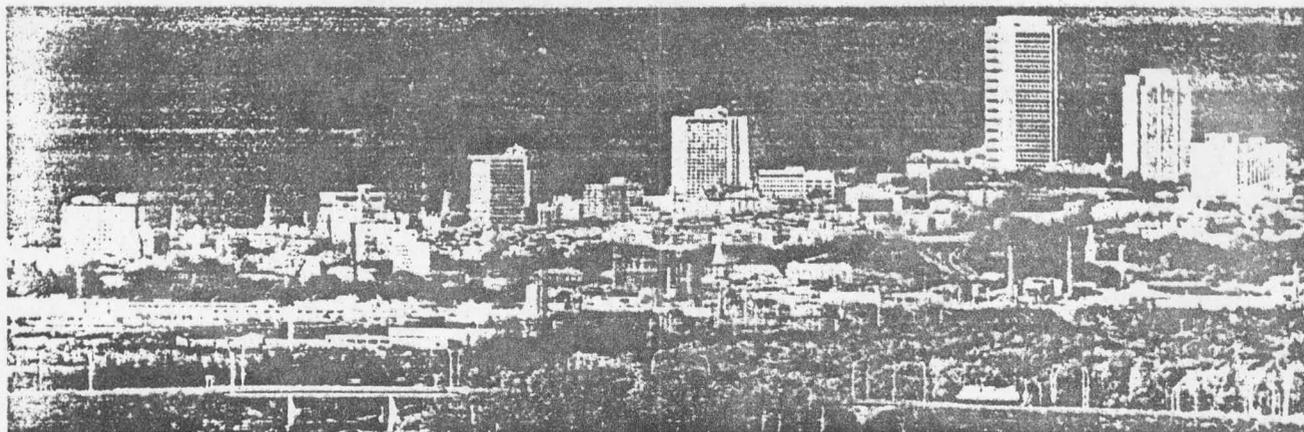
Si l'industrie n'a pas progressé à Sherbrooke en 1974, il faut néanmoins souligner l'octroi d'un contrat sans précédent de \$40 millions de dollars à la Combustion Engineering et l'achat par des travailleurs syndiqués d'une manufacture de bâtons de hockey, la Sherbrooke Wood Products, une première dans les Cantons de l'Est. Certes de petites industries ont vu le jour, créant quelques centaines d'emplois, mais il faudra plus que des miettes pour relancer une économie qui tire de la patte depuis de nombreuses années.

Enfin l'espoir de raviver cette économie ne semble pas avoir quitté les commerçants et politiciens locaux qui ont investi près de deux millions de dollars dans la revitalisation du centre-ville. C'est là l'investissement local le plus important de 1974. Ce n'est que dans les mois à venir qu'il sera possible d'en analyser le bien-fondé.

En somme, l'économie des Cantons de l'Est n'a étonné personne en 1974 et n'a pas paru canaliser toutes les énergies. S'il manque une infusion de capitaux à la région pour lui redonner un élan nécessaire, on constate aussi l'absence de leaders au plan économique.

Le pouvoir politique de la région est faible et n'obtient guère que les gouvernements se tournent vers nous avec complaisance. Les industriels compétents sont présents, mais ils ne démontrent pas toute la hardiesse dont a besoin la région des Cantons de l'Est pour progresser. □

# RÉGION DE QUÉBEC



Nouvelle silhouette de la ville de Québec. (Photo Yves Tessier).

Texte de Claude Tessier,  
rédacteur économique au Soleil

• À LA FOIS une cité administrative, un centre commercial et industriel, un lieu de tourisme et un centre intellectuel où la recherche prend de plus en plus d'importance, Québec reste toujours difficile à saisir au plan économique.

On y trouve de petits salariés travaillant durant de longues heures par semaine, des bureaucrates dont les salaires dépassent parfois les \$40,000., des commerçants prospères et de petits industriels qui frôlent tantôt la fortune tantôt la faillite selon les cycles économiques que leur impose l'économie nord-américaine. De sorte qu'avec ces cols de toutes couleurs, Québec et sa région prennent l'allure d'une véritable galerie de personnages en cire.

## Décélération de l'activité

Au début de 1974, la région de Québec connaissait la prospérité économique. Au milieu de l'été toutefois, les premiers ralentissements, industriels surtout, ont commencé à s'installer. À la fin de l'année, ils étaient perceptibles à tous. De sorte que 1975 débute par une décélération marquée des activités qui s'apparente à un atterrissage d'avion. Mais il n'y aura pas d'atterrissage en catastrophe à Québec, car la région est en quelque sorte protégée des grandes dépressions économiques par le caractère dominant de ses industries de service.

Il y a 44,200 fonctionnaires dans les services dans la région de Québec. De 35 à 40 p.c. des employés sont des femmes, ce qui veut dire que dans bien des cas, il y a un double salaire pour la famille. Celui des fonctionnaires est indexé au coût de la vie mais dans l'ensemble, les salaires payés dans la région de Québec restent inférieurs à ceux qu'on verse dans plusieurs autres villes canadiennes. Plus de 20,000 personnes travaillent dans la cité parlementaire. Cette "industrie" sera dominée en 1975 par le renouvellement de contrats de travail dont l'issue est toujours importante pour la région.

Il y a également 44,360 employés dans l'industrie manufacturière de la région immédiate de Québec.

Autant donc qu'il y a de fonctionnaires. On les trouve dans les onze parcs municipaux et les trente parcs privés de la région, tous dominés par l'industrie de service.

## Le développement industriel de la Beauce et de la Côte Sud

Deux régions en particulier font exception. La Beauce et la Côte Sud. La Beauce s'est considérablement industrialisée au cours des dernières années. Ce phénomène étonne même les économistes et le Ministère de l'Industrie et du Commerce qui n'a pas encore réussi, avec sa lenteur habituelle, à dresser une statistique convenable sur cette évolution. Jusqu'à dernièrement, l'industrie de la maison mobile avait fait des gains spectaculaires.

Si la Beauce est bien connue, en particulier pour ses corvées, la région de la Côte Sud comprise entre Montmagny et Kamouraska l'est moins. Un relevé récent démontre pourtant que cette région satellite de Québec s'est passablement industrialisée elle aussi. Sans bruit, elle a renouvelé son équipement manufacturier de sorte que les investissements industriels des trois dernières années dépassent les \$20 millions. Ainsi 2,000 nouveaux emplois ont été créés. La région produira sous peu, grâce à Bombardier, les nouveaux wagons de métro de Montréal.

Les développements industriels de la Beauce et de la Côte Sud apportent donc un regain d'activité dans le commerce de la région de Québec. Ces développements compensent la léthargie industrielle des abords immédiats de la Capitale.

## Une expérience de rénovation urbaine

Le pouvoir d'achat de la région a maintenant atteint \$1.5 milliard. On y trouve 25 places commerciales dans la communauté urbaine. Les affaires sont bonnes en général. La Rive Sud (Lévis-Lauzon) a hérité des derniers investissements commerciaux des deux dernières années.

Le Centre des congrès de Québec accueille maintenant ses premiers exposants, et le Salon des métiers d'art démontre que ce centre deviendra un point d'in-

térêt pour l'ensemble des citoyens. On y trouve aussi tout près d'une soixantaine de nouvelles boutiques. En Basse-Ville, une partie de la rue St-Joseph est devenue un mail commercial recouvert de mini-dômes en acrylique. Cette expérience de rénovation urbaine reste à surveiller car elle pourrait éclairer les urbanistes.

La construction connaît un ralentissement notable après le parachèvement des places commerciales et des grands hôtels. Les immobilisations totalisant \$644 millions en 1973, atteignent \$728 millions en 1974. C'est peu de progrès, et les perspectives pour 1975 restent assez sombres. On pourrait assister à un redressement à la fin de l'année.

L'activité portuaire a diminué légèrement l'an dernier à Québec à cause de la crise du pétrole. Pour 1975, le port de Québec sera marqué par la mise en route de la Société Inter-Port. Propriété à 60 p.c. du gouvernement du Québec et à 40 p.c. du gouvernement fédéral, elle a pour objet de stimuler l'industrialisation de la région. Il est question d'un investissement d'un demi-milliard dans la région d'ici peu. Cette nouvelle industrie donnera un regain d'activité à la région et à son port qui suscite beaucoup d'intérêt au niveau des citoyens. Le port de Québec a attiré 40,000 visiteurs un dimanche de novembre.

Quant aux chantiers maritimes de Lauzon, les carnets de commande sont présentement remplis pour plusieurs années. Par contre, à la suite d'une décision gouvernementale, l'Institut de technologie maritime qui devait être logé à Québec le sera finalement à Rimouski.

À la suite de la construction d'une dizaine de grands hôtels, la région de Québec compte maintenant quelque 200 établissements hôteliers. Ville tou-

ristique, Québec peut maintenant loger plusieurs dizaines de milliers de personnes avec ses 7,800 chambres. La restauration du Vieux Québec est toujours en cours. Outre ces immobilisations qui ont un certain poids dans l'économie de la ville, il faut ajouter le développement du Mont Ste-Anne, un parc de loisirs ouvert à l'année longue. On estime que les skieurs laissent dans la région entre \$250 et \$300 par semaine.

Le flot de touristes, de visiteurs et des hommes d'affaires se trouve facilité par la création récente de liaisons aériennes directes entre Québec et New York, Québec et Toronto, et Québec et la Baie James.

Avec l'Université Laval et l'Université du Québec qui y a son siège social et un Institut de recherches, avec ses nombreux collèges supérieurs et ses hôpitaux d'enseignement, Québec se donne des allures d'une ville nouvelle. On y fait des recherches de pointe. Des succès mondiaux sont remportés présentement dans l'optique, les lasers, l'énergie de fission, l'éducation physique et la nutrition. Seul le Centre de recherches industrielles met du temps à s'organiser et à donner des fruits nombreux.

La communauté urbaine a de la difficulté à survivre, et la Commission des transports en commun accuse un déficit annuel de \$10 millions. Ce sont des ombres noires au tableau car la région de la Capitale devrait donner l'exemple du fait qu'on y compte des écoles d'administration publique.

Malgré ses faiblesses, la région de Québec est en lente progression. Chaque année lui apporte une évolution qui fait ressembler à une grand-mère qui se refait une beauté. C'est en quelque sorte une éternelle jeunesse. □

## RÉGION DE TROIS-RIVIÈRES

Texte de Jean-Marc Beaudoin,  
journaliste au Nouvelliste, de Trois-Rivières

• AU MOMENT MÊME où, dans la région de Trois-Rivières, on commençait de s'inquiéter d'une structure économique qui repose depuis un peu plus de cinquante ans sur l'industrie de fabrication du papier, c'est de nouveau cette industrie qui marque le pas du redémarrage industriel.

Trop habitués aux pyramides de billots qui s'érigent le long du Saint-Laurent et de la Saint-Maurice pour fournir aux moulins à papier, comme on les appelle, la matière première qu'ils requièrent, plusieurs ont voulu orienter dans d'autres directions les espoirs industriels.

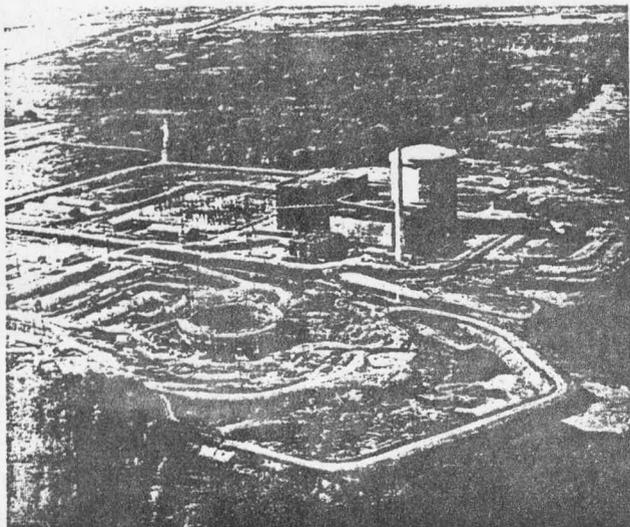
La crise de l'industrie papetière traversée en 1972 et qui a frappé durement Trois-Rivières — cette capitale mondiale du papier — a bien failli leur donner raison.

Les prédictions encourageantes d'alors du ministre des Terres et Forêts, M. Kevin Drummond, qui par-

lait de pénurie mondiale de papier pour 1975, étaient moins convaincantes que les fermetures sporadiques de la CIP, de la Consol-Bathurst — division Belgo — ou de la Domtar qui d'un coup congédia 650 hommes en annonçant qu'elle cessait la production.

Les compagnies de fabrication de papier avaient une bataille à livrer. Elles ont joué dur. Mais c'est de nouveau elles qui, aujourd'hui encore, font les plus importants investissements à Trois-Rivières.

La Kruger, qui possède l'ancienne usine de la Domtar, a mis en chantier un agrandissement de \$30 millions pour accroître la production. Ce n'est qu'une étape d'un programme plus vaste qui ferait de cette usine la plus grande productrice de papier-journal au monde. Consol-Bathurst manifeste, de son côté, un mouvement semblable avec des investissements de \$9 millions à la division Wayagamack pour moderniser sa machinerie. CIP ne sera pas en reste. Un des plus vieux moulins à papier que celui de Trois-Rivières, mais aussi celui où le rendement est le meilleur parmi les usines de la compagnie. Faut-il se surprendre de



À proximité de la centrale nucléaire expérimentale Gentilly I, dans le parc industriel de Bécancour, s'érige Gentilly II, une nouvelle centrale nucléaire qui fournira de l'énergie électrique aux Québécois. C'est aussi dans le parc industriel de Bécancour qu'a été mise en chantier l'usine d'eau lourde La Prade. (Photo Hydro-Québec).

commencer à entendre parler, là aussi, d'agrandissement et de modernisation.

En 1971, l'industrie papetière fournissait 31.8 pour cent des emplois du secteur manufacturier à Trois-Rivières. Mais la leçon a tout de même servi. Aussi importants que puissent être les capitaux investis dans les usines de pâtes et papiers, on ne tient plus désormais à fonder l'équilibre économique sur cette seule industrie.

### Une relance

On assiste, depuis quelques années, à une relance industrielle remarquable. À l'instar un peu — et avec son aide aussi — du Ministère québécois de l'Industrie et du Commerce qui cherche à diversifier les capitaux qui œuvrent au Québec, Trois-Rivières cherche à diversifier ses composantes industrielles et la provenance des capitaux.

Son parc industriel numéro deux, aménagé grâce aux ententes Canada-Québec sur les zones spéciales, permet aujourd'hui de fournir aux investisseurs des avantages certains.

Après quinze années sans nouvelle industrie significative, coup sur coup on annonce des implantations. Westinghouse Canada Ltée enfreint sa politique d'une seule usine par ville et construit à Trois-Rivières, au coût de \$4 millions, une seconde usine.

Les Japonais, qui ont fait une entrée discrète au Canada, construisent à leur tour une usine de teinture et d'apprêtage de textiles, la Fuji Dyeing and Printing. Parmi les actionnaires, on retrouve C. Itoh, le plus important investisseur nippon à l'étranger. L'usine de Trois-Rivières est une première expérience, explique-t-on, qui déterminera la politique d'investissement au Canada dans le domaine du textile. D'abord de \$4.3 millions, le projet a été porté à \$6.3 millions en cours de chantier à cause d'un agrandissement.

Puis à leur tour, les Italiens font des investissements. C'est d'abord Nautylatex Canada Ltd. qui

construira des embarcations pneumatiques. L'usine coûtera environ \$1 million. Mais une nouvelle usine, la Mondo Rubber S.P.A. est aussitôt annoncée. Des Italiens encore qui investiront, cette fois, \$6 millions dans la fabrication d'un caoutchouc synthétique servant à des fins récréatives et industrielles.

Enfin, il y a deux mois à peine, Flams Textile — de Montréal — qui s'était associée à C. Itho dans Fuji Dyeing and Printing, s'engage seule cette fois par l'entremise d'une filiale, Weavetex, et annonce la construction d'une usine de fabrication de textiles au coût de \$5 millions.

D'autres usines, de moindre importance, ont aussi été construites dans le parc industriel numéro deux: Newsprint Specialties qui fait des assemblages de papiers et Eurocan Plastic qui se spécialise évidemment dans la fabrication de produits plastiques.

### Le parc industriel no 2

Ce qui surprend, ce n'est pas tant le nombre d'industries qui se sont installées à Trois-Rivières comme le temps relativement court dans lequel cela s'est fait: deux ans. Pour apprécier la valeur du parc industriel numéro deux, il suffit de rapporter l'étude comparative faite par deux géographes de l'Université Laval, rendue publique en mai 1974.

Des sept parcs industriels fondés entre 1969 et 1971, le parc de Trois-Rivières était celui où était concentré le plus grand nombre de travailleurs: 620 et venait au deuxième rang pour le nombre d'emplois nouveaux, avec 422 derrière Hull (ouest) qui en avait 500. Loin en troisième place, on retrouvait Alma (183).

Un autre fait intéressant était que, malgré le faible coût d'aménagement du parc et le maigre budget consacré à la promotion industrielle, le parc de Trois-Rivières était parmi les plus productifs. Cette fièvre qui s'était emparée du milieu industriel de Trois-Rivières n'a guère tardé à se faire sentir à une quinzaine de milles au sud-est.

### Bécancour: \$1 milliard

Bécancour, ce parc industriel où des sommes considérables ont été englouties — et qui n'avait connu qu'échec sur échec — donnait finalement des résultats. Et les résultats, à Bécancour, cela se chiffre toujours à des niveaux inhabituels.

L'année 1974, qui marque le départ véritable de Bécancour, a donné lieu à des mises en chantier qui représentent des investissements de \$1 milliard. La plus large part des investissements provient toujours des fonds publics: l'usine d'eau lourde La Prade et la centrale nucléaire Gentilly II représentent à elles seules des travaux de l'ordre de \$800 millions.

Mais les capitaux privés ont commencé d'affluer à Bécancour. CIL (\$30 millions) est sur le point de commencer ses opérations, tandis que SKW construira — au coût de \$45 millions — une usine de production de ferro-manganèse et de ferro-silicium. Une autre usine, Ceramco, a été annoncée en 1974 et représente un investissement de \$15 millions. Ceramco fabriquera des céramiques. Bien sûr, d'autres projets dont certains très importants, s'entassent dans le porte-

## Les facteurs

Un certain nombre de facteurs peuvent être retenus comme favorisant le développement des parcs industriels de Trois-Rivières et de Bécancour.

— *La situation géographique*: la région de Trois-Rivières a toujours été décrite comme occupant une situation géographique privilégiée. Au cœur du Québec, elle se trouve à égale distance des principaux centres économiques. La région n'avait jamais pu tirer avantage de sa situation à cause de l'absence de routes. Ce n'est plus aujourd'hui la même chose avec la Transquébécoise 55 qui la reliera à Sherbrooke, et l'autoroute 40 qui reliera Montréal et Trois-Rivières au printemps 75. Il est dans les priorités du ministre des Transports, M. Mailloux, de prolonger la 40 jusqu'à Québec.

— *Deux ports*: le port de Trois-Rivières comme celui de Bécancour sont ouverts à la navigation à l'année longue. Le port de Trois-Rivières est, avec celui de Vancouver, le seul port du Conseil des ports nationaux où la rentabilité est toujours assurée. Quant au port de Bécancour, il appartient à Québec et c'est un port en eau profonde.

— *Les deux réseaux ferroviaires se retrouvent dans la région*: le CP sur la rive nord et le CN sur la rive sud. Trois-Rivières offre aussi un aéroport capable de recevoir un grand nombre d'avions dont les appareils de type DC-9.

— *L'entente Canada-Québec*: autant l'entente Canada-Québec sur les zones spéciales a permis de mettre en place une infrastructure industrielle et a

favorisé la venue de quelques industries, autant la nouvelle entente-cadre — qui doit entrer en vigueur en 1975 — devrait confirmer la vocation hautement industrielle de la région de Trois-Rivières.

La nouvelle entente propose notamment que Trois-Rivières forme avec Montréal un axe économique. Trois-Rivières, explique-t-on, est à la fois suffisamment éloignée et suffisamment rapprochée de Montréal pour créer avec cette dernière une tension économique favorable. C'est-à-dire que dans une stratégie de renforcement de l'économie de Montréal, ce que recherche la nouvelle entente-cadre, il se révèle avantageux de favoriser un certain nombre d'investissements à Trois-Rivières.

— *Main-d'œuvre*: le bassin démographique de Trois-Rivières fournit environ 45,000 travailleurs. La présence, dans la région, d'un réseau d'enseignement complet garantit la spécialisation d'ouvriers quand cela est requis.

— *Valeur du sol*: les deux parcs industriels, autant celui de Bécancour que celui de Trois-Rivières, ont un sol d'une capacité portante permettant l'implantation d'industries lourdes.

— *Promotion industrielle*: Bien que Trois-Rivières et Bécancour n'aient jamais été compris comme étant des concurrents industriels, chacun possède ses propres outils de promotion. À Bécancour, c'est la Société du parc et à Trois-Rivières, la Commission d'expansion économique et industrielle.

Cet état de choses crée un contexte favorable. À l'intérieur d'une région donnée, deux mécanismes sont en marche pour un même but. La situation, jusqu'à présent, loin d'être nuisible, a été profitable. □

# RÉGION DE MONTRÉAL

Texte de Jacques Déry,

président, Bureau de Recherche et de Développement Économique de Montréal (BREDEM)

• DEPUIS 1970, où l'économie montréalaise fut fortement ébranlée par les événements politiques et où plusieurs entreprises planifiaient un départ de la région vers l'Ontario, le monde financier regarde le marché avec une certaine méfiance.

Globalement liée à la politique comme aucune autre région du pays, Montréal sert de "bouc émissaire" à plusieurs personnes, tels les politiciens, les fédéralistes, les séparatistes et les faiseurs de peur... Au Québec, pour réaliser ou limiter une philosophie donnée, on pointe toujours Montréal. De plus, afin d'étendre un empire économique et politique, Montréal est encore envisagée.

## Époque 1970 - 1974

Montréal est l'espoir et le désespoir des Québécois.

Montréal est la ville d'avant-garde pour les citoyens des autres villes canadiennes. Montréal est la rencontre de deux peuples minoritaires. Finalement, Montréal est la ville qui vit du Canada. Il ne faut pas oublier que lorsqu'on ne cesse de décrier une ville, c'est qu'elle vaut vraiment de quoi. Enracinée dans ses habitudes du passé, elle subit une bousculade de plein fouet par une armée de bulldozers qui, une fois qu'ils ont érigé des monuments de pierre et de vitre et changé des terres fertiles en asphalte comme à Toronto, s'appêtent à changer fondamentalement la physionomie de Montréal en une décennie.

Autrefois ville de clocher à l'ombre de la montagne, aujourd'hui on retrouve une colline à l'ombre des gratte-ciel où près de 15,000 citoyens la quittent chaque année pour ériger des banlieues à perte de vue sur les seules terres arables du Québec. De Belœil à Sainte-Thérèse, de Repentigny à Vaudreuil, une ville américaine nouvelle et immense se crée: usine, bungalow, centres commerciaux, autoroutes, petits espaces verts et tout recommence. À près d'un mil-

liard d'investissement total et annuel, 100,000 hommes refont une ville qui sera celle où nos enfants devront, semble-t-il, s'épanouir.

### Sa compréhension

Même si nous sommes presque tous de nouveaux venus d'à peine trois générations et qu'une personne sur deux vit à l'extérieur de la Ville, et même si nous sommes remplacés par des personnes originaires du Québec, du reste du Canada, de l'Europe, des Antilles, des États-Unis et ainsi de suite . . . , chacun se dit Montréalais. À Ottawa on planifie son genre d'habitation, à Québec on discute ses limites et ses pouvoirs, à New York on décide le genre d'usine et à Toronto on détermine la sorte d'édifices à bureaux. Finalement, Montréal est la ville que tout le monde désire s'occuper, sauf peut-être les Montréalais.

### Son équipement

Équipée comme une ville dynamique, elle possède presque tout entre ses murs:

- Aéroport ultra-moderne
- Port ouvert à l'année longue

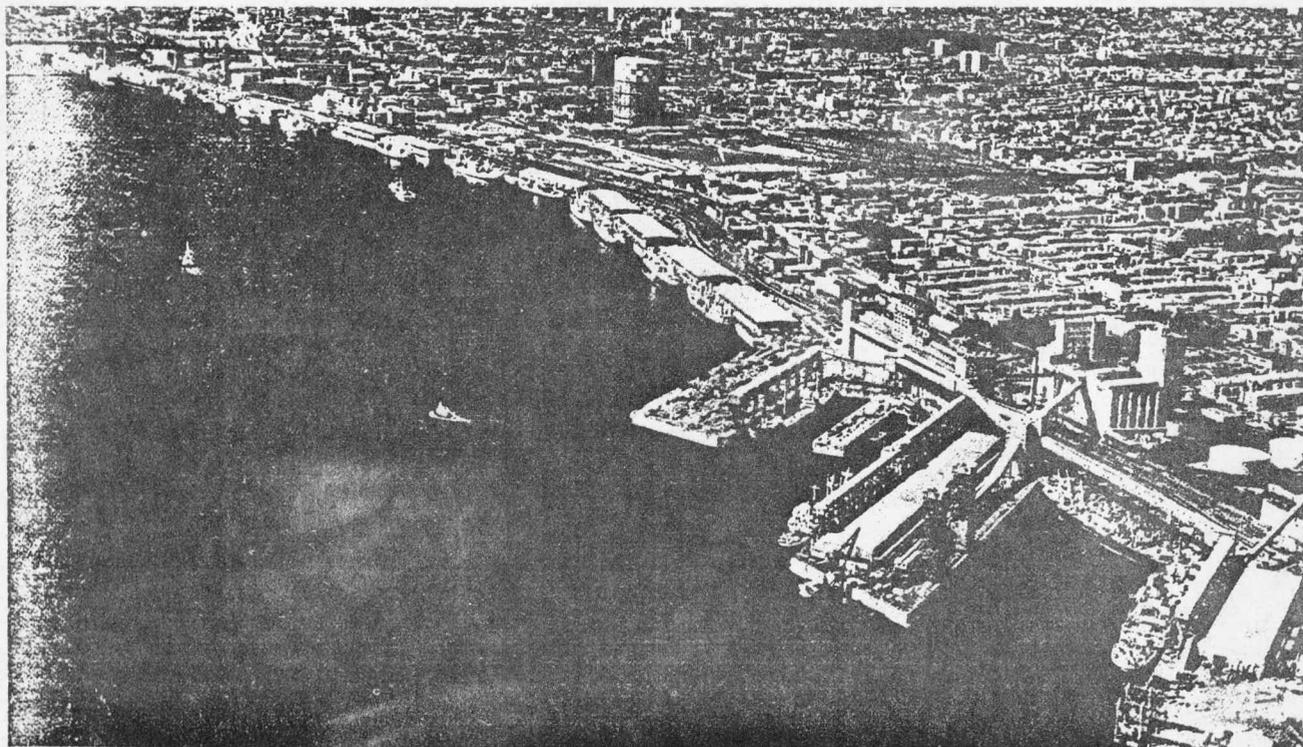
### Sa promotion

Avec tout cet équipement, il nous reste à vendre Montréal aux Montréalais et aux étrangers afin de pouvoir investir dans ce marché intéressant et lucratif.

Montréal se vend . . .

- par son image qu'elle donne à la Presse Canadienne et qui, d'une façon subtile, atteint le reste du pays et les États-Unis;
- par le Ministère de l'Industrie et du Commerce du Québec qui, comme une mère poulé, couvre tout le territoire en essayant d'être le lien entre Montréal et l'extérieur;
- par son Bureau d'Expansion Économique qui, comme des insulaires, invite toute entreprise industrielle, du moment que le tout arrête aux ponts;
- par son Bureau du Tourisme qui incite les étrangers à visiter: 1. Terre des Hommes 2. Le Vieux Montréal 3. Quelques "squares" 4. Certains événements, du moment que cela demeure dans ses limites;
- par une foule d'agences de voyage, d'investisseurs, de promoteurs et ainsi de suite.

Finalement, Montréal se vend très peu d'une manière scientifique, technique et méthodique.



Une partie du port de Montréal. (Photo Armour Landry).

- Industries pétrochimiques et sidérurgiques
- Universités
- Population à bons revenus
- Centre de communication
- Bourse, banques et compagnies d'assurance
- Voies de transport
- Énergie
- Hôtels de classe
- Centres de recherche et centres de commerce
- Radio et télévision provenant d'ici à 50%
- Sports et ainsi de suite . . .

### Ses activités

Montréal, avec 1/13 de la population du Canada, bouillonne d'activités industrielles, commerciales, artistiques, éducatives et hospitalières. Vivant autrefois du commerce et de l'industrie, ses fonctions se sont diversifiées pour devenir de plus en plus un centre de service. Elle conserve un nombre constant d'emplois industriels à cause de l'automatisation, de la mécanisation et du ralentissement des investissements de cette catégorie depuis près de 20 ans. Ainsi, Montréal

comme aucun autre centre semblable en Amérique du Nord.

Sa percée entre Varennes et Sorel lui assure des industries de base tout comme Saint-Laurent et Pointe-Claire l'avantagent au point de vue technologique. Par contre, sa grande faiblesse est qu'elle dépend de l'étranger pour plus de 60% de ses investissements industriels. D'ailleurs, c'est comme Toronto, sa concurrente; la seule différence est que souvent l'investissement doit passer par le bureau régional canadien de Toronto avant d'atteindre le marché montréalais.

Ainsi pour 1975, Montréal sera ce que l'économie américaine sera, sera comme l'économie canadienne (c'est-à-dire l'Ontario) sera, sera ce que le Québec sera, sera finalement ce que nous serons.

---

### Commerce

---

Deuxième marché du Canada pour le commerce, Montréal a connu en 1973 et 1974 les années records d'investissements pour les centres commerciaux. En effet, il n'est pas rare de voir un centre près d'un autre, tout comme on le voit à Laval, puisque le nombre de centres commerciaux dépasse la centaine. De plus, des centres régionaux, exigeant 1/2 million de population, encerclent presque la Ville sauf la Rive Sud. D'autre part, des centres locaux de 40 à 50 magasins ont envahi presque toutes les banlieues. De ceux-ci, Zellers, Eaton, La Baie, Leon's, K-Mart et ainsi de suite ont remplacé victorieusement un des derniers bastions qui était aux mains des Québécois en une décennie.

Une nouvelle formule s'adapta au centre-ville: le centre commercial en hauteur comme le 2020 Université ou le centre commercial installé dans le sous-sol des édifices à bureaux, le tout relié par des souterrains rendant la communication facile malgré les intempéries et la forte circulation.

---

### Transport

---

Capitale du transport au Canada, Montréal tend à étendre ses tentacules au-delà de ses frontières. Même si elle a reculé pour son port à cause de la concurrence de la Voie Maritime, à cause des centres de conteneurs à Québec, Halifax et New York et à cause de son tirant d'eau limité à 35 pieds, une politique de décentralisation de l'administration va peut-être une fois pour toutes jouer en faveur de Montréal.

Concurrencée royalement par l'Aéroport de Toronto, Montréal — grâce aux espoirs de Mirabel — veut devenir le centre numéro 1 du cargo aérien du nord-est de l'Amérique. Après plus de \$300 millions d'investissement, Mirabel devrait ouvrir ses portes avant la fin de l'année et livrer un aéroport libre de trop de trafic comme la majorité des aéroports actuels. Dans la prochaine décennie, il se peut que l'on réalise TRAMM qui maximisera l'impact de Mirabel tout en ménageant l'énergie. Il ne faudrait pas oublier de souligner le franc succès de l'ADAC.

Le transport en commun — en pleine expansion dans la région tant sur la Rive Sud que le métro à Montréal, l'organisation à Laval — prend de plus en

plus le rôle qu'il doit avoir si on veut qu'il soit véritablement un service public de transport en commun. Physiquement mieux organisé, il reste à régler le côté financier pour en assurer la survie.

Le réseau autoroutier le mieux organisé au Canada est presque rendu au stade de parachèvement: 20, 40, 440, 640, 30, 50, 25, 13, 19 encercleront et sillonneront Montréal de toutes parts. Comme dirait un certain ministre: "On arrive au point de paver le Saint-Laurent ou de développer le transport urbain"...

Restructurées pour la marchandise, les voies ferrées devront faire plus de place au transport communautaire tout en modernisant et prolongeant le circuit actuel. Déjà à l'étude, les voies Montréal-Belœil et Montréal-Mirabel pourraient éliminer bon nombre de voitures sur les routes et diminuer les innombrables places allouées au centre ville.

Le transport par camion, même s'il est souvent concurrencé d'une façon déloyale par les chemins de fer, est celui qui est le plus développé au pays. Les nouveaux centres de distribution créés le long des autoroutes décongestionnent le centre-ville tout en abaissant le coût de transport.

---

### Centre de décision

---

Centralisés de plus en plus à Toronto, les pouvoirs financiers ont presque tous quitté Montréal à l'exception de quelques banques, compagnies d'assurance et trust qui ont pris naissance ici et qui demeurent aux mains des Canadiens. Par contre le secteur de l'industrie, le secteur du transport et quelques autres secteurs demeurent encore à Montréal.

L'origine de cet élan est l'américanisation de l'économie du Canada qui, à cause de la technique et du coût d'administration, oblige la centralisation des bureaux régionaux à Toronto. Par contre, on retrouve certaines compensations par quelques efforts réalisés tels: IST et autres dont le siège social sera situé dans le nouveau Complexe Desjardins. Ayant déjà une faible participation au bureau de décision, voilà que la tendance à la francisation, précédant certainement une socialisation, met en branle la rencontre des deux groupes ethniques d'une manière passablement aiguë.

Le siège social ou le bureau régional américain de Montréal se voient ébranlés dans leur château fort. Certains pensent à répéter ou continuer l'expérience entreprise en 1970-1971. D'autres, plus lucides, tâchent de s'adapter surtout devant les leçons de leurs compagnes ontariennes qui, de plein gré, obligent leurs succursales de Montréal à emboîter le pas. Nous sommes, comme dirait La Palice, entre l'histoire et le futur.

L'avenir sera brutal pour un groupe ou l'autre, à moins d'accepter de devenir une ville américaine sans âme comme Cleveland, Pittsburgh et ainsi de suite où aucune de celles-ci conduit sa prédestination. Les luttes seront positives, vu l'état très intéressant du marché.

---

### Habitation

---

Même avec un bon pourcentage de taudis, Montréal est la région où l'éventail de logements est le plus

grand des villes canadiennes. Encore en 1975, on peut trouver à peu près toutes les sortes de logis à prix raisonnable. Dernièrement, on a senti une poussée des prix qui se reflétera par une augmentation sensible des prix des logements neufs. En effet, devant le peu de rentabilité des tours d'habitation, une diminution spectaculaire des mises en chantier se reflétera par une rareté de certains types de logements.

Le seul secteur vraiment en santé est celui des unifamiliales. Près de 20,000 unités furent érigées en 1973 et 1974, changeant la campagne en une zone urbaine interminable, et tout cela à un prix inégalable dans n'importe quelle ville de l'Amérique du Nord. Pour l'équilibre de l'offre et de la demande, il y aurait lieu d'offrir de grands logements à prix modique qu'une politique d'habitation provinciale ou fédérale devrait encourager.

De toute manière, tout un secteur de Montréal devrait être l'objet d'une rénovation, surtout que cette ville se situe dans un territoire où tous les services communautaires sont déjà en place.

---

### Sa dignité

Ville vivant d'une politique de grandeur depuis une décennie, on a laissé détériorer le tissu urbain. En effet, c'est par 15,000 personnes par année que la population fuit une des villes les plus polluées du pays. Polluée par l'air, le bruit, le sol, l'eau, Montréal est un pauvre spectacle où l'on constate que les efforts sont orientés vers un seul endroit: exemple, Jeux Olympiques: plus d'un demi-milliard de dollars d'investissement, tout en laissant pourrir un territoire qui, il y a à peine 1/2 siècle, grouillait d'activités.

La disparition des espaces verts et le laisser-aller d'un développement central ont fait que Montréal devient une ville où l'on travaille et où l'on s'amuse, mais où l'on ne veut plus vivre. C'est par centaine

de mille que, chaque soir, on fuit cette ville qui, aujourd'hui, ressemble de plus en plus à une ville dévastée par un grand chambardement où l'homogénéité du territoire est disparue par l'apparition des terrains de stationnement.

---

### Tourisme

Ville de tourisme en pleine expansion par son caractère bilingue et par son site enchanteur, Montréal reçoit des millions d'individus chaque année. La popularité de Montréal n'est pas à faire mais simplement à consolider par une politique de tourisme, par un centre de congrès et par un centre de commerce à établir.

Une publicité accrue à la télévision américaine, supportée par des dépliants touristiques à jour et par une promotion faite par la CUM, permettrait de soustraire davantage les revenus si imposants. Certaines politiques audacieuses devront être faites de concert avec le gouvernement du Québec: l'affichage obligatoire en français, le nom des rues devraient faire l'objet d'une francisation. Difficile politiquement, il y aurait un gain à démontrer, de manière adéquate, un territoire où plus des 2/3 de la population sont d'origine française.

---

### Avenir

Déchirée par son passé, par ses classes sociales, par ses groupes ethniques, Montréal est une des villes les plus vivantes d'Amérique où sa culture et sa vivacité lui permettront d'être un pôle d'attraction pour longtemps encore. Son histoire se porte garante de son avenir. Au fur et à mesure du développement des autres pôles du pays, on s'inquiétait de l'hégémonie de Montréal mais elle a toujours su être à la hauteur. □

---

# RÉGION DE L'EST DU QUÉBEC ET DE LA GASPÉSIE

---

Texte de Roland Bellavance,

journaliste, Progrès-Écho, Rimouski

---

• LE TERRITOIRE tout entier de l'Est du Québec et de la Gaspésie est presque au terme d'une expérience unique de planification prenant fin en 1976. Cette expérience a eu pour effet de singulariser notre développement en provoquant une animation sociale importante dans le milieu. Notre territoire ne sera plus jamais le même du fait que la population, en grande partie, s'est sensibilisée à son développement et à son évolution comme jamais auparavant.

---

### L'Entente Canada-Québec

Dans moins de 12 mois prendra fin la jadis fameuse Entente Canada-Québec, résultante des études du Bureau d'aménagement de l'Est du Québec, qui aura été exécutée par l'Office de développement de l'Est du Québec. Certains prétendent qu'il est trop tôt pour porter un jugement de valeur sur la plus ou moins grande réussite de l'Entente. Le moins que l'on puisse faire est de considérer quelques-unes de ses lacunes déjà perceptibles.

Au début, on avait beaucoup parlé de participation du milieu, et plus le temps passait moins il y en avait. La population du territoire n'a pas embarqué, ou à



Le centre-ville moderne et ordonné de Rimouski, capitale administrative de l'Est du Québec et siège de l'ODEQ. Depuis 1950, année où un incendie détruisit la moitié de la ville, Rimouski a plus que doublé de population et détient même le record de constructions domiciliaires du Québec juste avant Sept-Îles. Son niveau de vie, le troisième meilleur du Québec, est d'environ 50% plus élevé que celui de son territoire environnant. Cette ville se tourne résolument vers l'avenir et est dirigée par un député-maire dynamique, Claude St-Hilaire. (Photo Michel Jean).

peine. On avait créé le CRD (Conseil régional de développement) qui se voulait l'interlocuteur de la population face à l'État. Dès le départ, la représentativité du CRD fut mise en doute et celui-ci éprouva de nombreuses difficultés avec les Chambres de commerce, les municipalités et les députés. Le CRD ne sut pas non plus susciter la confiance du milieu des affaires qui lui tourna le dos pour ne plus revenir sur son attitude.

Les ponts étaient coupés et le travail efficace de l'ODEQ allait devenir singulièrement plus difficile, car le CRD avait échoué dans sa tentative de susciter la création de projets par la population qui cessait progressivement de croire à l'idéal visé par le Plan.

Qui blâmer dans tout cela? Il est plus que certain que si nous n'avons pas les idées qu'il faut pour promouvoir notre développement, l'État ne pourra les avoir toutes pour nous. Notre devise, dans le futur, pourrait s'exprimer ainsi: "Aide-toi et l'État t'aidera".

Plusieurs coordonnateurs de l'ODEQ admettent qu'ils n'ont pas pu dépenser leur budget prévu dans le Plan, parce qu'on ne leur a pas soumis assez de projets valables pour les épuiser. Une telle chose est triste quand on sait les besoins immenses de notre région.

Le plus grand défaut de l'Entente fut peut-être de ne pas avoir été assez spécifique et d'avoir perdu son efficacité par une trop vaste dispersion.

### Une nouvelle orientation

Nous sommes optimistes pour 1976, à cause d'une nouvelle orientation que l'on sent déjà. Cette nouvelle orientation, croyons-nous, portera surtout sur des projets-moteurs. Le fait d'être spécifique et d'y mettre le paquet assurera des résultats susceptibles de relancer progressivement l'économie déséquilibrée de la région et ce, pour peu que la population y participe.

Un point de départ heureux pourrait être le développement optimum des entreprises déjà existantes dans la région et l'importation de quelques-unes chaque année. Il faut que les gens d'ici aient des idées et les fassent valoir.

Il semble bien qu'avec la nouvelle orientation que l'on a déjà imprimée en haut lieu, si nous avons des initiatives valables, nous ne manquerons ni d'aide technique ni d'argent de la part de l'État pour les réaliser.

Dans l'ordre économique, l'événement le plus important à se produire depuis de nombreuses années est l'établissement, à Rimouski, de l'Université du Québec et davantage encore la création récente de sa Faculté d'océanologie.

Travaillant en coopération étroite avec l'Institut national de recherches scientifiques, la Faculté d'océanologie de l'UQAR sera orientée vers la recherche pratique dans l'estuaire du St-Laurent. Nous savons qu'à plus ou moins brève échéance, nous devons résolument nous tourner vers la mer pour obtenir le surplus de nourriture dont l'univers a grand besoin. De ce fait, le fleuve constitue une ressource immense à peine exploitée.

De par notre situation géographique, il n'y a pas de doute, la vocation industrielle de l'Est du Québec est en bonne partie orientée vers la mer. Nous trouverons là des occasions sans pareilles de créer de nouvelles entreprises génératrices d'emplois.

L'heure est venue de stopper l'exode qui se poursuit depuis plusieurs années dans notre région. Grâce à des initiatives aussi heureuses et uniques que les projets agro-forestiers du JAL et du FRUL\*, nous pourrions y réussir tout autant par la créativité et l'audace des citoyens que par l'aide de l'État.

Trop longtemps, on a voulu nous faire croire que l'est du Québec et la Gaspésie avaient une vocation uniquement touristique. Il faut aller plus loin en développant ce que nous avons déjà, tout en ne perdant aucune occasion de bâtir des entreprises nouvelles, petites et moyennes, axées sur les besoins du milieu et sur ceux de la rive nord.

Il y a une complémentarité toute évidente entre les deux rives du golfe St-Laurent. L'État ne l'a jamais favorisée dans le passé. La nationalisation des traversiers que nous avons prônée depuis longtemps et l'éventuel service de traversier-rail vont rapprocher les deux rives.

La rive sud est bien pourvue de services et de main-d'œuvre. La rive nord en a un grand besoin dans son phénoménal développement.

Dans le futur, l'un des atouts de la rive sud sera l'agrandissement et l'exportation de ses services qui sont déjà remarquablement bien structurés, mais trop souvent confinés à un territoire restreint.

Notre développement sera à la mesure de notre audace. Il faut voir plus grand qu'auparavant. □

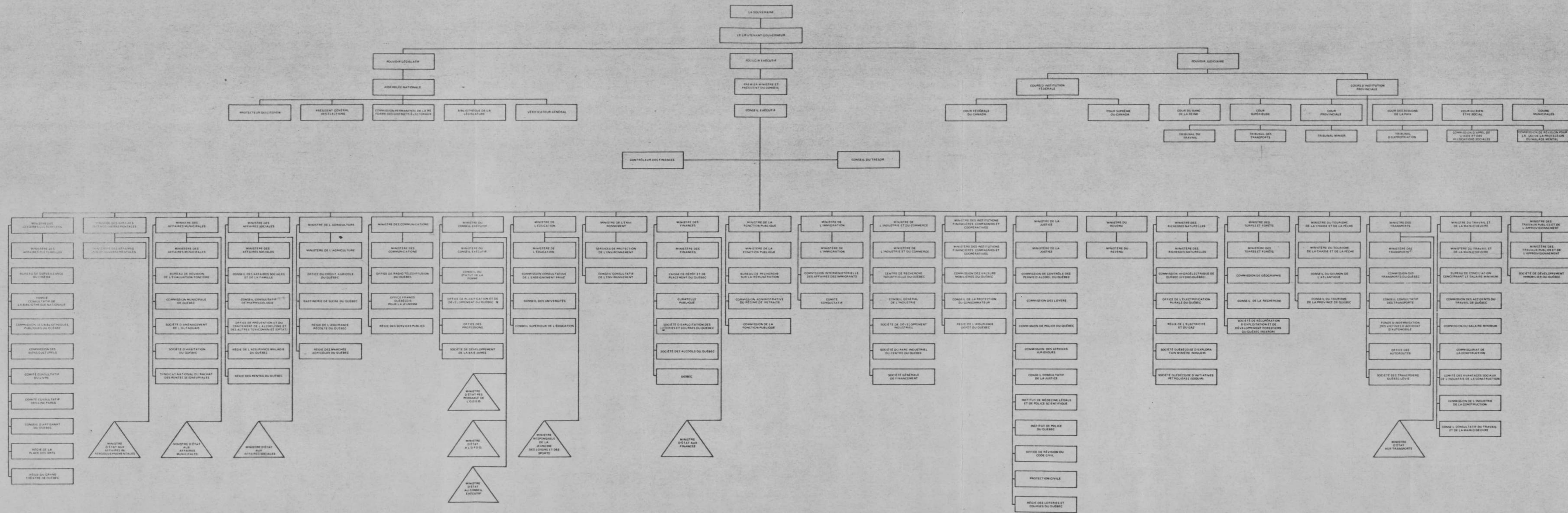
\* JAL: Programme de développement communautaire polyvalent et intégré de toutes les ressources de l'unité d'aménagement des paroisses de St-Juste, d'Aclair et de Lejeune dans le comté de Témiscouata.

FRUL: Programme de développement sylvicole du Fonds de recherche forestière de l'Université Laval dans l'Est du Québec.

ANNEXE #5

Organigramme du Québec

# GOVERNEMENT DU QUÉBEC



ANNEXE #6

Budget du Québec 75-76

**Summary des opérations financières**  
(en millions de dollars)

Opérations budgétaires	1972-73	1973-74	Probables (1) 1974-75	Budget 1975-76
Revenus	4721.5	5438.7	6,900.0	7,925.0
Dépenses	5044.1	5696.4	7,125.0	8,225.0
Solde	(322.6)	(257.7)	(225.0)	(300.0)
Opérations non budgétaires nettes	(65.0)	(131.1)	(155.2)	(200.0)
Besoins financiers	(387.6)	(388.8)	(380.2)	(500.0)
Opérations de la dette				
Produits des emprunts	579.6	638.2	593.0	639.0
Emprunts remboursés	190.0	266.8	234.1	189.0
Solde	389.6	371.4	356.9	500.0
Variation du fonds de roulement	2.0	(17.4)	(21.3)	0.0

(1) Les données probables de l'annexe sur les comptes financiers sont estimées sur la base de 11 mois.

**Revenus bruts**  
(en millions de dollars)

	1972-73	1973-74	Probables 1974-75	Budget 1975-76
<b>Impôts sur le revenu et sur les biens</b>				
Revenus des particuliers	1,370.2	1,656.2	2,220.0	2,475.0
Profits des sociétés	231.1	296.2	430.0	400.0
Successions	46.5	47.8	42.0	35.0
Primes d'assurance, capital et places d'affaires	72.9	81.6	86.0	90.0
	1,720.7	2,081.8	2,778.0	3,000.0
<b>Taxes à la consommation</b>				
Ventes au détail	739.0	845.7	1,030.0	1,180.0
Carburants	342.1	381.3	393.0	415.0
Tabacs	72.6	73.4	78.0	83.0
Repas et hôtellerie	66.3	76.0	94.0	105.0
Télécommunications	17.1	19.7	23.0	27.0
	1,237.1	1,396.1	1,618.0	1,810.0
<b>Droits et permis</b>				
Véhicules automobiles	117.0	135.3	116.0	191.0
Boissons alcooliques	42.9	45.9	48.0	51.0
Ressources forestières	14.8	20.5	20.0	34.0
Ressources minières	11.8	16.0	28.0	50.0
Pari mutuel	14.9	14.8	18.0	20.0
Ressources hydrauliques	38.0	7.0	6.0	6.0
Autres droits et permis	15.9	16.8	21.0	23.0
	255.3	256.3	257.0	375.0
<b>Revenus divers</b>				
Ventes de biens et services	130.3	129.7	135.0	155.0
Placements	55.0	59.8	90.0	105.0
Amendes et confiscations	8.1	10.1	11.0	13.0
Contributions à un fonds de pension	43.9	76.3	102.0	102.0
Recouvrements	11.1	21.2	13.0	15.0
	248.4	297.2	351.0	390.0
<b>Transferts des sociétés d'État</b>				
Société des Alcools du Québec	103.0	119.0	138.0	155.0
Société d'Exploitation des Loteries et Courses du Québec	37.3	47.9	48.0	50.0
Hydro-Québec (1)	—	20.0	20.0	20.0
	140.3	186.9	206.0	225.0
<b>Revenus autonomes</b>	3,601.8	4,218.3	5,210.0	5,800.0
<b>Transferts du gouvernement du Canada</b>				
Inconditionnels	522.6	629.8	950.0	1,293.0
Programmes à frais partagés	597.1	590.6	740.0	832.0
	1,119.7	1,220.4	1,690.0	2,125.0
<b>Revenus bruts totaux</b>	4,721.5	5,438.7	6,900.0	7,925.0

(1) Avant 1973-74 les transferts de l'Hydro-Québec étaient inscrits sous le titre «Ressources hydrauliques» des Droits et permis.

**Dépenses brutes par missions**  
(en millions de dollars)

Mission économique	1972-73	1973-74	Probables 1974-75	Budget 1975-76
Richesses naturelles et industries primaires	202.7	230.5	325.2	339.4
Industries secondaires	26.0	29.4	36.0	55.0
Services	13.3	16.9	21.1	24.7
Ressources humaines	55.9	53.7	67.5	86.5
Transports	549.6	629.9	739.1	761.3
	847.5	960.4	1,188.9	1,266.8
<b>Mission éducative et culturelle</b>				
Éducation	1,377.3	1,549.8	2,015.2	2,222.9
Culture	24.1	25.6	33.0	41.2
Loisirs et sports	33.1	41.3	61.8	116.8
	1,434.5	1,619.7	2,110.0	2,380.9
<b>Mission gouvernementale et administrative</b>				
Institutions politiques	262.8	340.5	459.9	569.7(2)
Gestion administrative centrale	516.8	598.5	718.9	916.5
Relations intergouvernementales	8.1	10.0	13.3	16.8
Protection de la personne et de la propriété	116.3	129.5	159.0	186.1
	904.0	1,078.5	1,351.1	1,689.1(2)
<b>Mission sociale</b>				
Sécurité du revenu	477.5	508.5	586.3	663.6
Santé et adaptation sociale	1,341.7	1,491.1	1,844.1	2,155.2
Habitat	38.9	38.2	44.6	69.3
	1,858.1	2,037.8	2,475.0	2,888.2
<b>Dépenses brutes totales (1)</b>	<b>5,044.1</b>	<b>5,696.4</b>	<b>7,125.0</b>	<b>8,225.0(2)</b>

(1) Comprend des investissements de \$461.3 millions en 1972-73, \$514.5 millions en 1973-74, \$616.0 millions en 1974-75 et \$686.8 millions en 1975-76.

(2) Ce montant comprend \$30.0 millions de crédits supplémentaires annoncés dans le Discours sur le budget.

## Dépenses brutes par ministères

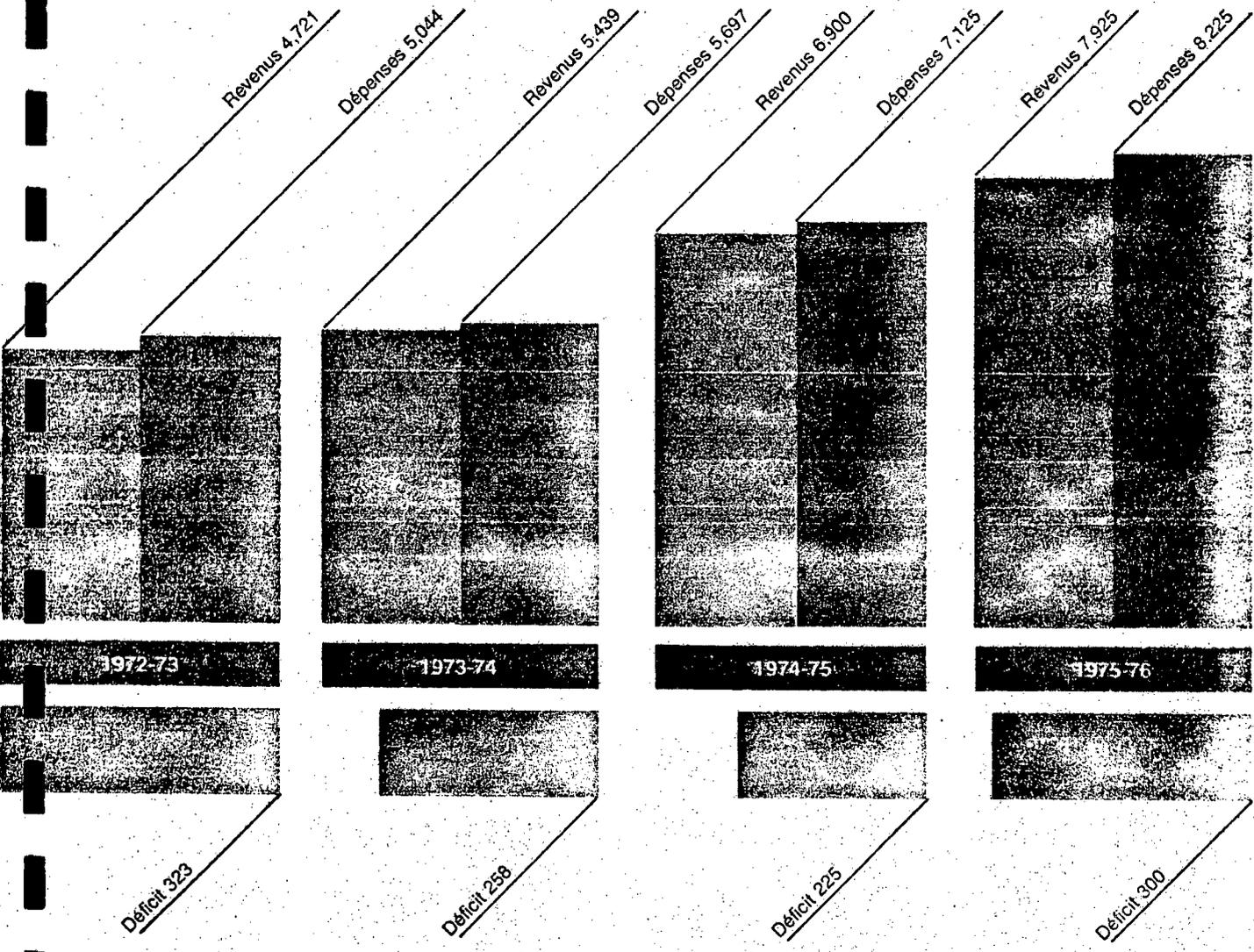
(en millions de dollars)

Ministères	1972-73	1973-74	Probables 1974-75	Budget 1975-76
Affaires culturelles	22.3	24.0	30.3	37.7
Affaires intergouvernementales	8.1	10.0	12.3	16.8
Affaires municipales	96.7	130.3	176.6	290.8(1)
Affaires sociales	1,808.6	1,979.6	2,401.2	2,788.7
Agriculture	99.1	116.9	169.7	169.0
Assemblée nationale	12.6	13.2	16.1	18.8
Communications	27.2	32.7	45.2	53.6
Conseil exécutif	22.7	37.8	78.0	97.9
Conseil du trésor	0.9	1.1	1.2	1.9
Education	1,339.2	1,508.8	1,959.4	2,169.2
Finances(2)	269.8	323.0	354.9	438.1
Fonction publique	61.3	79.4	104.3	129.2
Immigration	5.6	5.5	6.0	10.7
Industrie et Commerce	34.3	38.7	50.6	70.7
Institutions financières, Compagnies et Coopératives	5.4	6.4	8.2	10.6
Justice	144.0	174.0	217.7	246.8
Revenu	224.7	254.5	333.2	383.1
Richesses naturelles	28.3	31.9	40.0	41.5
Terres et Forêts	49.3	54.9	68.6	73.8
Tourisme, Chasse et Pêche	42.0	51.3	67.8	110.9
Transports	629.4	712.5	844.6	884.6
Travail et Main-d'œuvre	25.4	26.7	36.3	43.7
Travaux publics et Approvisionnement	87.2	83.2	102.8	137.0
<b>Dépenses brutes totales</b>	<b>5,044.1</b>	<b>5,696.4</b>	<b>7,125.0</b>	<b>8,225.0(1)</b>

1. Ce montant comprend \$30.0 millions de crédits additionnels annoncés dans le Discours sur le budget.

2. Y compris un montant de \$14.6 millions en 1972-73, \$18.7 millions en 1973-74 et \$15.0 millions en 1974-75 pour la provision pour pertes sur les comptes à recevoir et les prêts et avances.

**Sommaire des opérations budgétaires**  
(en millions de dollars)



MINISTÈRE DES TRANSPORTS



QTR A 103 868